

VALLOUREC

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 212 047 480 €.

Siège social : 130, rue de Silly, 92100 Boulogne-Billancourt.

552 142 200 R.C.S. Nanterre.

Documents comptables annuels 2006.

A. — Comptes sociaux.

I. — Bilan au 31 décembre 2006. (En milliers d'euros.)

Actif	31/12/04	31/12/05	31/12/06
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles	79	79	79
Immobilisations corporelles	150	142	131
Titres de participations	503 704	1 057 383	1 057 383
Actions propres	14 366	14 194	14 194
Créances, prêts, autres immobilisations financières	39 393	21 192	
Total I	557 692	1 092 990	1 071 787
Actif circulant			
Créances d'exploitation	263	229	1 346
Autres créances	909	6 211	44 729
Valeurs mobilières de placement	171 796	6 105	8 061
Disponibilités	116	344	79
Ecarts de conversion		412	
Total II	173 084	13 301	54 215
Total de l'actif (I+II)	730 776	1 106 291	1 126 002

Passif	31/12/04	31/12/05	31/12/06
Capitaux propres			
Capital	197 399	212 007	212 047
Primes	101 118	210 223	210 258
Ecart de réévaluation	53	636	634
Réserves	226 507	184 528	20 975
Résultat de l'exercice	30 064	14 145	172 068
Total I	555 141	621 539	615 982
Provisions pour risques et charges	315	319	1 067
Dettes financières	150 617	462 394	470 718
Dettes d'exploitation	3 088	2 055	4 180
Autres dettes	21 615	19 572	34 055
Ecarts de conversion		412	
Total II	175 635	484 752	510 020
Total du passif (I+II)	730 776	1 106 291	1 126 002

II. — Compte de résultat. (En milliers d'euros.)

	2004	2005	2006
Chiffre d'affaires			
Reprises sur provisions, transferts de charges	435	402	1 097
Autres produits	2 037	1 512	2 015
Services extérieurs	-9 130	-9 283	-7 998
Impôts taxes et versements assimilés	-179	-93	-103
Charges de personnel	-782	-788	-991

Autres charges d'exploitation	-276	-390	-585
Dotations aux amortissements et aux provisions	-62	-27	-1 066
Résultat d'exploitation	-7 957	-8 667	-7 631
Produits financiers	41 187	22 357	184 138
De participations	31 230	4 830	181 490
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	11	13	13
Autres intérêts et produits assimilés	89	256	850
Reprises sur provisions et transferts de charges financières	4 000	15 389	
Différences positives de change	3	4	890
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 854	1 865	895
Charges financières	-9 241	-10 158	-18 094
Dotations financières aux amortissements et aux provisions	-276	-136	
Intérêts et charges assimilés	-8 933	-10 012	-16 618
Différences négatives de change	-32	-10	-1 476
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Résultat financier	31 946	12 199	166 044
Résultat courant avant impôt	23 989	3 532	158 413
Produits exceptionnels	79 100	754	423
Charges exceptionnelles	-78 852	-172	-2
Résultat exceptionnel	248	582	421
Impôts sur les bénéfices	5 827	10 031	13 234
Résultat	30 064	14 145	172 068

III. — Projet d'affectation du résultat soumis à l'assemblée générale ordinaire du 6 juin 2007.

Origine :

Prélèvement sur les primes d'émission, de fusion, d'apport	146 007 282,92 €
Résultat de l'exercice	172 068 021,08 €
	<hr/>
	318 075 304,00 €

Affectations :

Dividendes	318 071 220,00 €
Réserve légale	4 084,00 €
	<hr/>
	318 075 304,00 €

IV. — Annexe aux comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

(En milliers d'euros (M€) sauf indications contraires.)

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2006 dont le total est de 1 126,0 millions d'euros et au compte de résultat dégagant un bénéfice de 172,1 millions d'euros.

L'exercice a une durée de douze mois recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre.
La société Vallourec établit des comptes consolidés.

1 – Faits caractéristiques, méthode d'évaluation, comparabilité des comptes.

Le 31 décembre 2006 a été finalisée la restructuration interne du groupe Vallourec visant à rationaliser l'organisation et l'organigramme après les opérations ayant permis à Vallourec de détenir la totalité des titres de V&M Tubes et qui a consisté en :

- L'apport par Setval de ses activités exercées au CEV (Centre d'études de Vallourec) situé à Aulnoye-Aymeries (Nord) et au CTIV (Centre de traitement informatique de Vallourec) situé à Saint-Saulve (Nord) à V&M France avec effet rétroactif au 1er janvier 2006 ;
- La fusion de Setval et de ValTubes avec V&M Tubes avec effet rétroactif au 1er janvier 2006.

Les sociétés V&M Tubes, Setval et ValTubes étaient déjà filiales à 100% de Vallourec, les comptes 2005 et 2006 sont donc comparables.

2 – Principes comptables.

Les comptes annuels sont établis conformément à la réglementation française en vigueur (Règlement 99-3) en application des principes fondamentaux (image fidèle, comparabilité, continuité d'activité, régularité, sincérité, prudence, permanence des méthodes).

Immobilisations corporelles : Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation légale en 1977 et 1978.

Les constructions sont amorties suivant le mode linéaire sur une durée de 40 années pour les ensembles immobiliers affectés à des opérations non professionnelles.

Titres de participations : La valeur brute des participations est constituée du coût d'achat hors frais accessoires et du montant des augmentations de capital.

Les titres acquis en devises sont enregistrés au prix d'acquisition converti en euro au cours du jour de l'opération.

Les provisions pour dépréciation des participations sont normalement calculées par référence à la valeur d'usage qui tient compte de différents critères tels : le montant de la situation nette consolidée, la rentabilité, le cours de bourse, les perspectives d'évolution de la Société.

Actions propres : Leur valeur comptable est la valeur la plus basse entre le coût d'acquisition et la valeur actuelle des titres (soit le cours moyen du dernier mois). Les actions propres auto-détenues ont été acquises le 5 juillet 2001 dans le cadre des opérations financières liées à l'augmentation de capital réservée aux salariés. Lors de sa réunion du 31 mars 2003, le directoire a constaté que les conditions de cession, de tout ou partie des titres détenus en auto-détention, ne s'étaient pas présentées depuis le 5 juillet 2001 et qu'il n'excluait pas pour l'avenir, en conséquence, de recourir aux autres possibilités d'utilisation de ces actions.

Le 8 mars 2005, le conseil de surveillance, a approuvé la proposition du directoire, d'affecter les 269 749 actions auto-détenues à des opérations d'attribution en faveur de certains membres du personnel, dirigeants ou mandataires sociaux du Groupe.

Vallourec a octroyé en janvier 2006 un plan d'attribution d'actions gratuites (PAGA) aux salariés de sociétés du Groupe dans lequel les conditions d'acquisition des droits sont liées à des conditions de performance (croissance du résultat brut d'exploitation) consolidé en 2006 et 2007.

Créances et dettes : Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances sont éventuellement dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés ponctuelles de recouvrement. Celles-ci sont alors évaluées créance par créance.

Valeurs mobilières de placement : Les titres de placement sont évalués au coût de revient d'acquisition majoré des revenus courus de la période, ou à la valeur de marché si celle-ci est inférieure.

Conversion des opérations en monnaies étrangères et instruments financiers : Les charges ou produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances, disponibilités et dettes en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Les pertes latentes résultant de la conversion en euros sont évaluées en tenant compte des couvertures à terme et enregistrées en provision pour risque de change.

La Société utilise divers instruments financiers pour réduire ses risques de taux de change et d'intérêt. Toutes les positions sont prises au moyen d'instruments négociés, soit sur des marchés organisés, soit de gré à gré, et sont évaluées à leur valeur de marché, en hors bilan, à chaque arrêté.

Provisions pour risques et charges :

Pension de retraite

Les pensions sont assurées par un organisme extérieur et la Société n'a donc pas d'engagement à ce titre.

Indemnités de départ en retraite

Les engagements au titre des indemnités de départ à la retraite du personnel en activité sont évalués sur la base d'un calcul actuariel et font l'objet d'une provision au passif du bilan.

L'hypothèse d'un départ volontaire dans 100% des cas est retenue.

Les hypothèses actuarielles varient suivant les spécificités des régimes en vigueur dans la Société et selon la convention collective applicable.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 4,25% (inflation incluse) ;
- Taux d'inflation de 2% ;
- Taux de rotation du personnel variable selon l'âge et la catégorie ;
- Table de mortalité générationnelle INSEE 2000/2002.

Les écarts actuariels générés à partir de l'exercice 2004 sont amortis selon la règle du corridor sur la durée d'activité résiduelle moyenne des salariés.

Autres provisions

L'ensemble des litiges (techniques, fiscaux...) et risques ont été inscrits en provisions à hauteur du risque estimé probable à la clôture de l'exercice.

Stock-options : Les options de souscriptions d'actions Vallourec exercées en 2006, qui avaient été autorisées par l'assemblée générale extraordinaire du 15 juin 2000, ont conduit à une augmentation de capital et de la prime d'émission de la société Vallourec en contrepartie de la libération des fonds par les souscripteurs.

Produits et charges exceptionnels : D'une manière générale, les produits et charges exceptionnels enregistrent les éléments extraordinaires, c'est à dire ceux qui ne représentent pas de lien avec l'activité courante de l'entreprise.

3 — Notes relatives aux postes de bilan.

Mouvements de l'actif immobilisé :

Mouvements des valeurs de l'actif immobilisé

	31/12/05	Entrée Dotation	Sortie Reprise	31/12/06	Dont écart de réévaluation	Dont entreprise s liées
Immobilisations incorporelles	79			79		
Marques	79			79		
Immobilisations corporelles	142	-9	-2	131	23	
Terrains	133		-2	131	23	
Constructions	174		-2	172		
Amortissement Constructions	-165	-9	2	-172		
Titres de participations	1 057 383			1 057 383	611	1 057 383
Titres de participations	1 057 794			1 057 794	611	1 057 794
Provisions titres de participations	-411			-411		-411
Actions propres	14 194			14 194		
Créances, prêts, autres	21 192		-21 192			
Créances rattachées	21 192		-21 192			
Prêts						
Totaux	1 092 990	-9	-21 194	1 071 787	634	1 057 383

Le prêt à V & M Tubes d'un montant de 25 millions de dollars à échéance décembre 2010, a été remboursé pour sa totalité par anticipation en juin 2006.

Valeurs mobilières de placement :

	31/12/05	31/12/06	Evaluation 31/12/06	Plus value latente
Sicav et fonds commun de placement	6 105	8 061	8 062	1
Total	6 105	8 061	8 062	1

La trésorerie est placée dans des OPCVM monétaires sans risques. Par ailleurs Vallourec ne réalise des transactions financières qu'avec des établissements financiers de premier plan.

Etat des créances et dettes :

Actif au 31/12/06	Valeur brute	Dont produits à recevoir	Dont entreprises liées	Valeur brute -1 an	Valeur brute +1 an
Créances, prêts, autres immobilisations financières					
Créances d'exploitation	1 346	323		1 346	
Créances clients et comptes rattachés					
Autres créances d'exploitation	1 346	323		1 346	
Autres créances	44 729		44 724	44 729	
Créances diverses	44 729		44 724	44 729	
Totaux	46 075	323	44 724	46 075	

Prêts accordés au cours de l'exercice : 0 M€.

Prêts remboursés au cours de l'exercice : 21 192 M€.

Créances représentées par des effets de commerce : néant.

Passif au 31/12/06	Valeur brute	Dont charges à payer	Dont entreprises liées	-1 an	+1 an	+5 ans
Dettes financières	470 718	637	60 000	60 650	150 043	260 025
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	410 635	635		635	150 000	260 000
Emprunts et dettes financières divers	60 083	2	60 000	60 015	43	25
Dettes d'exploitation	4 180	3 435	440	4 180		
Dettes fournisseurs	3 781	3 163	440	3 781		
Dettes fiscales et sociales	399	272		399		
Autres dettes	34 055	53	2 805	34 055		
Dettes fiscales (impôts sociétés)	16 971			16 971		
Autres dettes divers	17 084	53	2 805	17 084		
Totaux	508 953	4 125	63 245	98 885	150 043	260 025

Emprunts souscrits au cours de l'exercice : 0 M€

Emprunts remboursés au cours de l'exercice : 51 192 M€.

Dettes représentées par des effets de commerce : néant.

Les charges à payer des «Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit» représentent les intérêts courus à fin d'année.

Dettes financières : En 2003, la Société a contracté un emprunt de 150 millions d'euros, d'une durée de 5 ans (échéance septembre 2008) auprès du Crédit Agricole. Afin de convertir cette dette à taux variable en une dette à taux fixe, Vallourec a mis en place des instruments de couverture (swaps). Le

contrat du crédit prévoit que le Groupe doit respecter un ratio d'endettement net consolidé sur les fonds propres consolidés inférieur à 75%.

En mars 2005, une facilité de 460 millions d'euros a été mise à la disposition de Vallourec par un syndicat de banques pour une durée de 7 ans pour l'acquisition des 45% des titres V & M Tubes.

Cette facilité prévoit le respect d'un ratio de dettes financières nettes consolidées sur fonds propres consolidés inférieur ou égal à 75% calculé au 31 décembre de chaque année et pour la première fois au 31 décembre 2005. Un changement de contrôle de Vallourec pourrait provoquer le remboursement du crédit sur décision de la majorité des deux tiers des banques participantes. Il est aussi prévu que le crédit deviendrait immédiatement exigible si le Groupe venait à faire défaut sur le remboursement d'une de ses dettes financières (« cross default »), ou s'il advenait un événement significatif emportant des conséquences sur l'activité ou la condition financière du Groupe de sa capacité à rembourser sa dette.

Au 31 décembre 2005, une tranche de 260 millions d'euros et de 25 millions de dollars US ont été tirées respectivement sur 7 et 5 ans, une tranche de 30 millions d'euros a été tirée sur 6 mois le 12 octobre 2005.

Au 31 décembre 2006, la tranche de 25 millions de dollars US a été remboursée par anticipation en juin 2006 ainsi que la tranche de 30 millions d'euros.

Vallourec a eu recours à des instruments de couverture (swaps) pour couvrir sa dette à taux variable en un intérêt à taux fixe.

Information sur les risques de taux d'intérêt : La valorisation à la juste valeur des opérations de couverture de taux d'intérêt (swaps et cap) sur la dette financière à hauteur de 410 millions d'euros s'élève à 7,7 millions d'euros au 31 décembre 2006.

Ecart de conversion sur les dettes et les créances libellées en monnaies étrangères :

	31/12/05	31/12/06	Dont compensé par couverture de change	Provisions pour perte de change
Ecart de conversion actif	412			
Ecart de conversion passif	412			

Capitaux propres : La variation des capitaux propres s'analyse comme suit :

	Nombre d'actions	Capital	Résultat de l'exercice	Primes et réserves	Capitaux propres
Situation au 31/12/2004	9 869 956	197 399	30 064	327 678	555 141
Affectation du résultat 2004			-30 064	30 064	
Augmentation de capital	706 312	14 127		108 674	122 801
Souscription options	24 064	481		430	911
Ecart de réévaluation				584	584
Dividende distribué				-30 721	-30 721
Acompte sur dividende				-41 322	-41 322
Résultat 2005			14 145		14 145
Variation	730 376	14 608	-15 919	67 709	66 398
Situation au 31/12/2005	10 600 332	212 007	14 145	395 387	621 539
Affectation du résultat 2005			-14 145	14 145	
Division par 5 de la valeur nominale	42 401 328				
Souscription options	10 210	40		36	76
Ecart de réévaluation				-2	-2
Dividende distribué				-74 380	-74 380
Acompte sur dividende				-103 319	-103 319
Résultat 2006			172 068		172 068

Variation	42 411 538	40	157 923	-163 520	-5 557
Situation au 31/12/2006	53 011 870	212 047	172 068	231 867	615 982

Le capital de Vallourec est composé de 53 011 870 actions ordinaires au nominal de 4 euros entièrement libérées au 31 décembre 2006 contre 10 600 332 actions au nominal de 20 € au 31 décembre 2005.

Cette variation de 42 411 538 actions s'analyse par :

— D'une part la division par 5 de la valeur nominale le 18 juillet 2006 soit 42 401 328 actions de plus ;
— D'autre part, les options de souscription d'actions exercées après le 1^{er} janvier 2006 ont conduit à la création de 10 210 actions nouvelles (contre 24 064 actions en 2005), soit une augmentation de 76 M€ prime incluse.

Options de souscription d'actions : l'assemblée générale extraordinaire du 15 juin 2000 a autorisé (1^{ère} résolution) le directoire à attribuer des options de souscription, pendant une durée de cinq ans et dans la limite de 4% du capital social de Vallourec, aux dirigeants et / ou aux membres du personnel des sociétés du Groupe.

Dans le cadre de cette autorisation une première tranche d'options a été attribuée le 15 juin 2000. Ses principales caractéristiques figurent dans le tableau ci-dessous.

	Plan
Date d'assemblée	15 juin 2000
Date du directoire	15 juin 2000
Nombre total d'options attribuées (*)	892 500
Ajustement du nombre d'options suite à l'augmentation du capital du 13 juillet 2005	1 090
- dont nombre d'options attribuées aux membres du comité exécutif (dans sa composition au 31 décembre 2006)	102 500
- nombre de dirigeants concernés	7
- prix d'exercice (**)	7,60 €
- prix d'exercice ajusté après l'augmentation de capital du 13 juillet 2005 (Note 11)	7,49 €
Nombre d'options annulées depuis l'attribution (***)	33 750
Point de départ d'exercice des options	15 juin 2004
Date d'expiration	14 juin 2007
Nombre d'actions souscrites au 31/12/05 (1 option = 1 action)	818 970
(dont nombre d'actions souscrites par les membres du comité exécutif)	102 500
Nombre d'options susceptibles d'être exercées au 31/12/05	40 870
(dont nombre d'options susceptibles d'être exercées par les membres du comité exécutif)	-
Nombre d'actions souscrites en 2006 (1 option = 1 action)	10 210
(dont nombre d'actions souscrites par les membres du comité exécutif)	-
Nombre d'options susceptibles d'être exercées au 31/12/2006	30 660
(dont nombre d'options susceptibles d'être exercées par les membres du comité exécutif)	-

(*) recalculé pour tenir compte de l'augmentation de capital réalisée en juillet 2005 et de la division par 5 du nominal des actions effective au 18 juillet 2006 (AGE du 1^{er} juin 2006)

(**) 95% de la moyenne des 20 séances ayant précédé la date d'attribution.

(***) bénéficiaires ayant quitté le Groupe.

Options d'achat d'actions : l'assemblée générale extraordinaire du 15 juin 2000 a également autorisé (2^{ème} résolution) le directoire, pendant une durée de cinq ans et dans la limite de 10% du capital social, à attribuer des options d'achat portant sur des actions anciennes qui seraient préalablement acquises en Bourse dans le cadre des autorisations de rachat d'actions données par l'assemblée.

Dans le cadre de cette autorisation une première tranche d'options (1 option = 1 action) a été attribuée le 11 juin 2003. Ses principales caractéristiques figurent dans le tableau ci-dessous.

	Plan
Date d'assemblée	15 juin 2000
Date du directoire	15 juin 2003
Nombre total d'actions pouvant être achetées (*)	979 480
- dont nombre d'actions pouvant être achetées par les membres du comité exécutif (dans sa composition au 31 décembre 2006)	195 000
- nombre de dirigeants concernés	7
- prix d'exercice (**)	10,73 €
- prix d'exercice ajusté après l'augmentation de capital du 13 juillet 2005 (Note 11)	10,57 €
Nombre d'options annulées depuis l'attribution (***)	13 750
Nombre d'actions pouvant être achetées au 31/12/2005	965 730
Options annulées en 2006	-
Nombre d'actions pouvant être achetées au 31/12/2006	965 730
- dont nombre d'actions pouvant être achetées par les membres du comité exécutif (dans sa composition au 31 décembre 2006)	195 000
- nombre de dirigeants concernés	7
- prix d'exercice ajusté après l'augmentation de capital du 13 juillet 2005 (Note 11)	10,57 €
Point de départ d'exercice des options	11 juin 2007
Date d'expiration	10 juin 2010
Nombre d'actions achetées au 31/12/2005	-

(*) recalculé pour tenir compte de l'augmentation de capital réalisée en juillet 2005 et de la division par 5 du nominal des actions effective au 18 juillet 2006 (AGE du 1er juin 2006)

(**) moyenne des 20 derniers cours des 20 séances ayant précédé la date d'attribution, sans rabais.

(***) bénéficiaires ayant quitté le Groupe.

Provisions pour risques et charges : La variation des provisions pour risques et charges s'analyse comme suit :

	31/12/05	Dotations	Reprises utilisées	Reprises sans objet	31/12/06
Provisions pour risques et charges	274			-274	0
Provisions pour départ à la retraite	39	18	-35		22
Provisions médailles du travail	5	4			9
Provisions attributions d'actions gratuites		1 036			1 036
Autres provisions pour charges					0
Totaux	318	1 058	-35	-274	1 067

Les litiges sont inscrits en provision à hauteur du risque estimé probable à la clôture de chaque exercice en application du règlement CRC 2000-06 sur les passifs.

Le directoire de la société Vallourec a mis en place lors de sa réunion du 16 janvier 2006 un plan d'attribution gratuite d'actions (PAGA) approuvé par le conseil de surveillance, un nombre théorique de 29 600 actions gratuites (148 000 recalculé après la division de l'action) Vallourec a été attribué.

L'attribution définitive sera fonction de la performance de RBE (Résultat brut d'exploitation) consolidé, réalisée par le Groupe Vallourec en 2006 et 2007. Elles se fera par application d'un coefficient multiplicateur K, représentatif de cette performance, au nombre théorique d'actions attribué par le directoire le 16 janvier 2006, K pouvant varier entre 0 et 1,33.

Le coefficient K est calculé pour chacune des 2 années 2006 et 2007 et est appliqué sur une moitié de l'attribution théorique initiale au titre de chaque année, la somme du résultat de l'application de chacun des coefficient 2006 et 2007 représentant l'attribution définitive acquise au bénéficiaire le 16 janvier 2008.

Une provision d'un montant de 1 036 M€, correspondant à 98 420 actions gratuites, a été constitué au titre de 2006.

Provisions pour départ à la retraite : L'engagement total pour départ en retraite calculé au 31/12/2006 est de 166 M€.

La provision inscrite au bilan s'élève à 22 M€. Le montant des pertes actuarielles non comptabilisées est donc de 144 M€. Les engagements non reconnus au bilan correspondent à des changements ou non-réalisation d'hypothèses dont l'effet est amorti dans le temps selon le principe du « corridor ».

Les principales modifications par rapport aux évaluations de l'exercice précédent portent sur la base de salaire utilisée dans le calcul des indemnités et le changement du taux d'actualisation.

4 – Notes relatives aux postes du compte de résultat.

Produits d'exploitation : La société facture des redevances au titre de l'utilisation de sa marque. Ce produit est inclus dans la ligne "Autres produits d'exploitation" et s'élève à 1 469 M€.

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées :

Charges financières : 497 M€.

Produits financiers : 182 019 M€.

Résultat exceptionnel : Le résultat exceptionnel de l'exercice s'élève à 421 M€.

Ce résultat intègre un profit sur la cession sur une immobilisation corporelle pour un montant de 143 M€.

5 – Autres informations.

Ventilation l'effectif moyen : L'effectif de la société est de 5 personnes.

Fiscalité :

Intégration fiscale.

La société a opté depuis le 1er janvier 1988 pour le régime d'intégration fiscale constitué dans les conditions prévues à l'article 223A du CGI. Le renouvellement de cette convention est automatique depuis 1999 et est prolongé de 5 ans en 5 ans.

En 2006, le périmètre du groupe fiscal inclut Vallourec, Assurval, Interfit, Starval, MPS, Vallourec Précision Etirage, Vallourec Précision Soudage, Vallourec Composants Automobiles Vitry, Vallourec Composants Automobiles Hautmont, Valti, Valsept, Sopreneuf, Valinox Nucléaire, Vallourec & Mannesmann Tubes, V&M France, V&M Oil & Gas France, V&M One, V&M Services.

La convention d'intégration conduit les filiales du groupe fiscal à constater une charge d'impôt équivalente à celle qu'elles supporteraient en l'absence d'intégration fiscale.

L'économie d'impôt résultant de l'imputation sur le résultat d'ensemble des déficits générés par les filiales, c'est à dire par les sociétés qui versent leur impôt à Vallourec, n'est pas constatée en profit mais figure en autres dettes.

Les profits éventuels résultant de l'intégration fiscale qui reviennent à Vallourec correspondent principalement à l'imputation sur le résultat d'ensemble des déficits générés par Vallourec elle même et des reports déficitaires définitivement acquis à Vallourec.

Au titre de l'exercice 2006 :

Le montant du profit d'impôt inscrit au compte de résultat est de : 13 234 M€

Il se décompose en :

Une charge d'impôt propre à Vallourec pour 0 M€

Un produit d'impôt du groupe intégré 13 234 M€

Au 31 décembre 2006, l'économie constatée par Vallourec pour faire face à l'impôt, qui peut devenir exigible pour le Groupe si les sociétés concernées redeviennent bénéficiaires avant que leurs déficits ne soient tombés en non-valeur, s'élève à 14 226 M€.

Le groupe fiscal Vallourec est bénéficiaire et n'a plus de déficit reportable à fin 2006.

Le montant des déficits propres à la société Vallourec imputables sur le résultat d'ensemble s'élèvent à 36 905 M€.

Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

française Vallourec & Mannesman n Tubes 130, rue de Silly 92100 Boulogne- Billancourt 411 373 525 RCS Nanterre B) Renseignem ents globaux concernant les autres filiales et participations I. Filiales (50% au moins) a) sociétés françaises b) sociétés étrangères II. Participations (10 à 50%) a) sociétés françaises b) sociétés étrangères	492 584	784 116	100,00	1 056 403	1 056 403	-	30	376 005	179 669
				54	40				300
				1 338	941				993
				-	-				-
				-	-				13

VI. — Résultats financiers des cinq derniers exercices.

(En euros.)	2002	2003	2004	2005	2006
Capital					
Capital social	194 604 520	194 604 520	197 399 120	212 006 640	212 047 480
Nombre d'actions ordinaires existantes	9 730 226	9 730 226	9 869 956	10 600 332	53 011 870
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droits de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- Par conversion d'obligations					
- Par exercice de droits de souscription.	172 250	171 750	32 020	8 174	30 660
- Par remboursement d'obligations		0	0	0	0
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	0	0	0	0	0
Résultat avant impôt, participation des salariés, amortissements & provisions	25 555 607	71 129 582	-58 687 367	-11 515 957	158 527 985
Impôt sur les bénéfices	-12 983 543	-3 192 803	-5 827 453	-10 031 246	-13 234 248
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements & provisions	19 058 711	56 780 396	30 064 061	14 144 934	172 068 021
Résultat distribué	20 433 475	15 568 362	31 583 859	118 723 718	318 071 220
Résultat par action					
Résultat après impôt, participation des salariés, mais avant amortissements & provisions	3,96	7,64	-5,36	-0,14	3,24
Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements & provisions	1,96	5,84	3,05	1,33	3,25
Dividende attribué à chaque action existante	2,10	1,60	3,20	11,20	6,00
Personnel					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	6	5	5	5	5
Montant de la masse salariale de l'exercice	422 011	530 257	594 460	573 987	732 844
Montant des sommes versées au titre	155 074	217 987	188 462	214 024	258 138

des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)					
---	--	--	--	--	--

VII. — Honoraires des commissaires aux comptes.

2006 (En milliers d'euros.)	Ernst & Young	(*) Deloitte	(*) K.P.M.G.
Audit :			
Certification des comptes	286	708	439
Autres prestations liées à l'audit	31		8
Sous-total	317	708	447
Autres prestations non liées à l'audit	96		46
Total	413	708	493

(*) Auditeurs des comptes consolidés du Groupe

Il est rappelé qu'au titre de l'exercice 2005 les honoraires avaient été les suivants :

2005 (En milliers d'euros.)	(*) Ernst & Young	(*) Deloitte	K.P.M.G.
Audit :			
Certification des comptes	1 218	150	374
Autres prestations liées à l'audit	180	97	39
Sous-total	1 398	247	413
Autres prestations non liées à l'audit	7		9
Total	1 405	247	422

(*) Auditeurs des comptes consolidés du Groupe

B. — Comptes consolidés du Groupe Vallourec.

I. — Bilan consolidé au 31 décembre 2006. (En milliers d'euros.)

Actif		31/12/04 retraité en IFRS (a)	31/12/05 établi en IFRS (a)	31/12/06 établi en IFRS (a)
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles nettes	Note 1	10 849	21 201	20 486
Ecarts d'acquisition	Note 1	47 336	91 018	87 312
Immobilisations corporelles brutes moins : amortissements cumulés	Note 2	1 366 494	1 669 871	1 686 614
Immobilisations corporelles nettes	Note 2	-632 984	-749 953	-689 892
Titres mis en équivalence	Note 3	733 510	919 918	996 722
Autres actifs non courants	Note 4	52 055	48 191	54 998
Impôts différés - actif	Note 5	33 532	31 494	39 469
Total		17 675	45 094	19 260
		894 957	1 156 916	1 218 247
Actifs courants				
Stocks et en cours	Note 6	593 504	861 171	1 039 275
Clients et comptes rattachés	Note 7	639 874	906 178	1 002 728
Instruments dérivés - actif	Note 8	-	1 846	91 043
Autres actifs courants	Note 9	137 187	116 885	111 928
Trésorerie	Note 10	484 969	541 278	889 323
Total		1 855 534	2 427 358	3 134 297
Actifs destinés à être cédés	Note 11			175 578
Total de l'actif		2 750 491	3 584 274	4 528 122
Passif		31/12/04 retraité en	31/12/05 établi en IFRS (a)	31/12/06 établi en IFRS (a)

		IFRS (a)		
Capitaux propres	Note 12			
Capital		197 399	212 007	212 047
Primes		97 428	206 533	206 568
Réserves consolidées		399 889	492 743	764 937
Réserves, instruments financiers		-	-42 883	42 725
Réserves de conversion		-13 195	63 072	634
Résultat de la période		145 024	472 985	917 005
Actions propres		-13 686	-13 514	-13 514
Capitaux propres - part du Groupe		812 859	1 390 943	2 130 402
Intérêts minoritaires	Note 14	499 681	112 153	92 819
Total capitaux propres		1 312 540	1 503 096	2 223 221
Passifs non courants				
Emprunts et dettes financières	Note 15	189 815	469 627	467 428
Engagements envers le personnel	Note 17	198 880	209 750	195 241
Autres provisions	Note 16	3 370	4 307	3 577
Impôts différés - passif	Note 5	38 947	53 245	75 057
Autres passifs long terme		1 530	736	0
Total		432 542	737 665	741 303
Passifs courants				
Provisions pour risques et charges	Note 16	64 959	66 484	77 520
Emprunts et concours bancaires courants	Note 15	240 614	276 337	380 461
Fournisseurs		402 753	496 605	602 344
Instruments dérivés - passif	Note 8	-	102 301	26 147
Dettes d'impôt		78 803	102 529	135 843
Autres passifs courants	Note 18	218 280	299 257	263 401
Total		1 005 409	1 343 513	1 485 716
Passifs destinés à être cédés	Note 11			77 882
Total du passif		2 750 491	3 584 274	4 528 122

a) Le bilan consolidé du 31 décembre 2004 en normes IFRS est extrait de la note " Conséquences de la transition aux IFRS pour le groupe Vallourec ", incluse dans le document de référence du Groupe au titre de l'exercice 2004 (Chapitre 5.3 paragraphe 1.2.2). Cette note est reproduite en annexe des comptes IFRS 2005 chapitre D. Les hypothèses et principes retenus pour l'établissement du bilan du 31 décembre 2004 ont été décrits dans cette note, de même que les explications nécessaires à la compréhension des écarts par rapport aux bilans consolidés à cette date en normes françaises.

Il est rappelé que, conformément aux dispositions transitoires spécifiques prévues par les normes IAS 32 "Présentation des instruments financiers", IAS 39 "Comptabilisation et évaluation des instruments financiers" et IFRS 1 "Première adoption des IFRS", le groupe Vallourec a choisi pour l'établissement des données comparatives 2004, de maintenir la comptabilisation et la présentation des instruments financiers selon les normes françaises. Les normes IFRS sur les instruments financiers n'ont été appliquées qu' à compter du 1er janvier 2005. En conséquence, les bilans ci-dessus du 31 décembre 2004 et du 31 décembre 2005 ne sont pas directement comparables. Les différences les plus marquées entre les référentiels IFRS et français concernent la comptabilisation des opérations de couverture (cf. paragraphe 2.17 des principes et méthodes comptables et note 8).

II. — Compte de résultat consolidé.

(En milliers d'euros.)

		31/12/04 retraité en IFRS (a)	31/12/05 établi en IFRS (a)	31/12/06 établi en IFRS (a)
Chiffre d'affaires	Note 21	3 037 759	4 307 405	5 541 801
Production stockée		65 059	147 778	190 499
Autres produits de l'activité	Note 22	26 069	24 046	29 193
Achats consommés		-1 242 293	-1 699 321	-2 000 945
Impôts et taxes	Note 23	-47 806	-52 965	-58 760
Charges de personnel	Note 24	-618 890	-716 424	-812 694

					instrument s de couverture nettes d'impôt			Groupe
Situation au 1er janvier 2004	194 605	94 914	414 212			-13 686	N/A	690 045
Variation des écarts de conversion				-13 195				-13 195
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				-13 195				-13 195
Résultat 2004							145 936	145 936
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période				-13 195			145 936	132 741
Dividendes distribués			-15 136					-15 136
Augmentation de capital et primes	2 794	2 514						5 308
Paiements en actions			912				-912	
Autres variations			-99					-99
Situation au 31 décembre 2004	197 399	97 428	399 889	-13 195		-13 686	145 024	812 859
Incidence de la première application des IAS 32/39			-409		21 939			21 530
Ecart entre intérêts minoritaires à acquérir et dette ("put option")			30					30
Capitaux propres retraités au 1er janvier 2005	197 399	97 428	399 510	-13 195	21 939	-13 686	145 024	834 419
Variation des écarts de conversion			17	75 962	-17			75 962
Instruments financiers					-47 954			-47 954
Variation des actions propres			525			172		697
Incidence rachat 45 % V & M Tubes			1 947				-3 506	-1 559
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres			2 489	75 962	-47 971	172	-3 506	27 146
Résultat 2005 avant variations de périmètre							477 708	477 708
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période			2 489	75 962	-47 971	172	474 202	504 854
Résultat 2004			145 024				-145 024	
Dividendes distribués			-30 721					-30 721
Acompte sur dividendes distribués par Vallourec			-41 322					-41 322
Augmentation de capital et primes	14 608	109 105						123 713
Instruments financiers rachetés aux minoritaires de V & M Tubes			16 851		-16 851			
Paiements en actions			912				-912	
Autres variations				305			-305	

de périmètre								
Autres variations								
Situation au 31 décembre 2005	212 007	206 533	492 743	63 072	-42 883	-13 514	472 985	1 390 943
Variation des écarts de conversion				-62 438				-62 438
Instruments financiers					85 672			85 672
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				-62 438	85 672			23 234
Résultat 2006							925 196	925 196
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période				-62 438	85 672		925 196	948 430
Résultat 2005			472 985				-472 985	
Augmentation de capital et primes	40	35						75
Dividendes distribués			-74 380					-74 380
Acompte sur dividendes distribués par Vallourec			-103 318					-103 318
Paiements en actions			8 127				-8 127	
Incidences de rachats de minoritaires			-31 392					-31 392
Autres et variations de périmètre			172		-64		-64	44
Situation au 31 décembre 2006	212 047	206 568	764 937	634	42 725	-13 514	917 005	2 130 402

(1) Les incidences de rachat de minoritaires correspondent aux augmentations de pourcentages de contrôle dans les sociétés Valtimet (- 29 032 m€) et CST Valinox (- 2 360 m€) conformément aux principes retenus par le Groupe (cf. paragraphe 2.8 des principes et méthodes comptables)

Tableau de variation des intérêts minoritaires.
(En milliers d'euros.)

	Réserves consolidées	Réserve de conversion	Réserves - variations de juste valeur des instruments de couverture nettes d'impôt	Résultat net de la période	Intérêts minoritaires
Situation au 1er janvier 2004	432 462			N/A	432 462
Variation des écarts de conversion		-16 104			-16 104
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		-16 104			-16 104
Résultat 2004				120 219	120 219
Total des produits et		-16 104		120 219	104 115

charges comptabilisés au titre de la période					
Dividendes distribués	-33 856				-33 856
Autres variations de périmètre	-1 004				-1 004
Autres variations	-2 036				-2 036
Situation au 31 décembre 2004	395 566	-16 104		120 219	499 681
Résultat 2004	120 219			-120 219	
Incidence de la première application des IAS 32/39	655		17 439		18 094
Reclassement des intérêts minoritaires vers dettes dans le cadre de l'IAS 32	-426 233	10 374	-15 421		-431 280
Capitaux propres retraités au 1er janvier 2005	90 207	-5 730	2 018		86 495
Variation des écarts de conversion		56 642			56 642
Instruments financiers			-34 431		-34 431
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		56 642	-34 431		22 211
Résultat 2005				159 404	159 404
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période		56 642	-34 431	159 404	181 615
Dividendes distribués	-42 620				-42 620
Reclassement des intérêts minoritaires vers dettes dans le cadre de l'IAS 32 - mouvements	-101 783	-43 820	32 273		-113 330
Autres variations	-7				-7
Situation au	-54 203	7 092	-140	159 404	112 153

31 décembre 2005					
Variation des écarts de conversion Instruments financiers		-10 849			-10 849
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres			117		117
Résultat 2006		-10 849	117	82 290	-10 732
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période		-10 849	117	82 290	71 558
Résultat 2005	159 404			-159 404	
Dividendes distribués	-61 095				-61 095
Variations de périmètre et autres (1)	-29 797				-29 797
Situation au 31 décembre 2006	14 309	-3 757	-23	82 290	92 819

(1) Les variations de périmètre représentent principalement la cession des intérêts des minoritaires dans la société Valtimet au Groupe Vallourec à hauteur de 43,7 %.

Tableau des flux de trésorerie consolidés.
(En milliers d'euros.)

	2004	2005	2006
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	265 242	632 389	999 295
- Dotations nettes aux amortissements et provisions	98 273	99 762	138 403
- Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-	6 156	1 329
- Charges et produits calculés liés aux stocks-options et assimilés	912	912	8 127
- Plus ou moins-values de cessions	-2 241	-2 636	892
- Quote part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-298	-1 162	-5 868
- Dividendes (sociétés non consolidées)	-847	-938	-1 900
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	361 041	734 483	1 140 278
- Coût de l'endettement financier net	1 562	4 310	2 617
- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	89 448	307 450	544 789
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net	452 051	1 046 243	1 687 684

et impôt				
- Intérêts versés		-21 745	-22 884	-36 799
- Impôts payés		-76 920	-237 609	-565 926
- Intérêts encaissés		17 218	19 515	34 128
Capacité d'autofinancement		370 604	805 265	1 119 087
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-105 017	-279 200	-282 754
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (1)		265 587	526 065	836 333
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-107 611	-188 561	-281 517
- Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		10 571	6 665	8 377
- Incidence des acquisitions (variations de périmètre)	Note 1	-933	-651 245	-110 324
- Trésorerie des filiales acquises (variation de périmètre)				16 023
- Incidence des cessions (variations de périmètre)			41 228	16 508
- Trésorerie des filiales cédées (variation de périmètre)			-6 062	1 525
- Autres flux liés aux opérations d'investissement		1 121	1 169	4 007
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (2)		-96 852	-796 806	-345 401
- Augmentation et diminution des fonds propres		-4 116	122 802	173
- Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		5 308	911	75
- Dividendes versés au cours de l'exercice				
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-15 136	-72 043	-177 698
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés consolidées		-34 006	-41 610	-61 399
- Encaissements liés aux nouveaux emprunts		37 956	461 921	49 034
- Remboursements d'emprunts		-123 601	-170 323	-64 161
- Variation des prêts, cautionnements et avances consentis		10 802	-1 249	669
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (3)		-122 793	300 409	-253 307
Incidence de la variation des taux de change (4)		-6 471	11 696	-12 007
Incidence des actifs et passifs classés au bilan en disponible à la vente (5)				12 132
Variation de la trésorerie (1 + 2 + 3 + 4 + 5)		39 471	41 364	237 750
Trésorerie nette à l'ouverture		225 001	264 472	305 836
Trésorerie nette à la clôture		264 472	305 836	543 586
Variation		39 471	41 364	237 750

Tableaux de variation de l'endettement.

2006		31/12/05	Variation	31/12/06
Trésorerie brute (1)	Note 10	541 278	349 090	890 368
Solde débiteurs et concours bancaires courants (2)	Note 15	235 442	123 472	358 914
Incidence des actifs et passifs CT classés au bilan en disponible à la vente (3)	Note 15		12 132	12 132
Trésorerie (4) = (1) - (2) + (3)		305 836	237 750	543 586
Endettement financier brut (5)	Note 15	510 521	-8 319	502 202
Incidence des actifs et passifs MLT classés au bilan en disponible à la vente (6)	Note 15		-49	-49
Endettement financier net = (5) + (6) - (4)		204 685	-246 118	-41 433

2005	31/12/04	Variation	31/12/05
Trésorerie brute (1)	484 969	56 309	541 278
Solde débiteurs et concours bancaires courants (2)	220 497	14 945	235 442
Trésorerie (3) = (1) - (2)	264 472	41 364	305 836
Endettement financier brut (4)	209 932	300 589	510 521
Endettement financier net (4) - (3)	-54 540	259 225	204 685

2004	01/01/04	Variation	31/12/04
Trésorerie brute (1)	425 890	59 079	484 969
Solde débiteurs et concours bancaires courants (2)	200 889	19 608	220 497
Trésorerie (3) = (1) - (2)	225 001	39 471	264 472
Endettement financier brut (4)	298 374	-88 442	209 932
Endettement financier net (4) - (3)	73 373	-127 913	-54 540

III. — Annexe aux comptes consolidés.
(En milliers d'euros (M€) sauf indications contraires.)

A. — Principes de consolidation.

1. Bases de préparation et de présentation des comptes.

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le directoire de Vallourec le 5 mars 2007.

En application du règlement n° 1606/2002 de la Commission Européenne adopté le 19 juillet 2002 pour l'ensemble des sociétés cotées de l'Union Européenne, les états financiers consolidés de la société Vallourec sont établis dans le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), sur la base des normes et interprétations applicables au 31 décembre 2006.

Les principes comptables et méthodes d'évaluation sont appliqués de façon constante sur les périodes présentées.

Les nouvelles normes IFRS ou interprétations IFRIC entrées en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2006 n'ont pas entraîné de modifications des méthodes de comptabilisation et d'évaluation :

- le Groupe avait opté pour une application anticipée en 2005 de l'amendement IAS 39 relatif à la couverture des flux de trésorerie des transactions intragroupes futures ;
- le Groupe a choisi de ne pas appliquer l'amendement de IAS 19 ouvrant la possibilité de comptabiliser les écarts actuariels sur les engagements de retraite et assimilés dans les capitaux propres ;
- le Groupe n'a pas été concerné par les autres amendements des normes ou nouvelles interprétations entrés en vigueur en 2006.

Le Groupe n'applique par anticipation aucune des normes ou amendements adoptés par l'Union Européenne qui ne seront d'application obligatoire qu'en 2007, en particulier :

— la norme IFRS 7 « Instruments financiers – Informations à fournir », le groupe communique au 31 décembre 2006 un grand nombre d'informations requises par cette norme (tableau de synthèse des instruments financiers, informations sur les effets en résultats ou en capitaux propres, gestion des risques) ;

— l'amendement IAS 1 « Informations à fournir sur le capital », qui impliquent de nouvelles obligations d'informations.

2. Principes et méthodes comptables.

2.1 Principes généraux d'évaluation. — Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur ainsi que ceux des actifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat. La valeur comptable des actifs et des passifs qui font l'objet de couvertures est ajustée pour tenir compte des variations de juste valeur par rapport au cours de clôture.

2.2 Recours à des estimations. — L'établissement d'états financiers dans le référentiel IFRS conduit la direction de Vallourec à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les écarts d'acquisition, les actifs financiers, les instruments financiers dérivés, les stocks et en-cours, les provisions pour risques et charges et les impôts différés.

2.3 Consolidation des filiales. — Les comptes consolidés du Groupe Vallourec comprennent les comptes de Vallourec et de ses filiales couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2006.

Les filiales contrôlées sont intégrées globalement à partir de la date de prise de contrôle. Elles cessent de l'être lorsque le contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe. Une filiale est contrôlée lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, sa politique financière et opérationnelle afin d'obtenir les avantages liés à l'activité.

Les comptes consolidés incluent 100 % des actifs, passifs, produits et charges de la filiale. Les capitaux propres et le résultat sont scindés entre la part détenue par le Groupe et celle des actionnaires minoritaires.

Les résultats des sociétés acquises sont inclus dans le compte de résultat à compter des dates effectives d'acquisition. Ceux des sociétés cédées sont pris en compte jusqu'à la cession.

L'impact sur le compte de résultat et le bilan des flux de transactions commerciales et financières intra-groupe est éliminé.

2.4 Participations dans les entreprises associées. — Les participations du Groupe dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les sociétés associées sont des entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière sans en détenir le contrôle.

La valeur au bilan des titres mis en équivalence comprend le coût d'acquisition des titres (y compris l'écart d'acquisition) augmenté ou diminué des variations de la quote-part du Groupe dans l'actif net de la société associée à compter de la date d'acquisition. Le compte de résultat reflète la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise associée.

2.5 Conversion des monnaies étrangères :

2.5.1 Conversion des états financiers en devises des filiales. — Les actifs et passifs des filiales étrangères y compris les écarts d'acquisition sont convertis aux cours officiels de change à la date de clôture de la période. Les comptes de résultat des filiales étrangères sont convertis au cours de change moyen pondéré de la période.

Les écarts de change résultant de la conversion sont inscrits dans les capitaux propres, et sous la rubrique spécifique « Réserves de conversion » en ce qui concerne la part Groupe.

Toutefois, conformément à l'option autorisée par IFRS 1 « Première adoption des IFRS », le Groupe Vallourec a choisi de reclasser au poste « Réserves consolidées », les « Réserves de conversion » accumulées au 1^{er} janvier 2004 résultant du mécanisme de conversion des comptes des filiales étrangères.

Lors de la cession d'une filiale étrangère, les écarts de change accumulés au compte « Réserves de conversion » depuis le 1^{er} janvier 2004 sont affectés en compte de résultat comme une composante du profit ou de la perte de sortie.

2.5.2 Conversion des transactions en devises. — Les opérations en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle de la société. Elles sont converties au cours spot de l'instrument de couverture lorsque la transaction fait l'objet d'une opération de couverture (cf. § 2.17.4). En l'absence de couverture, les opérations en devises sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis à la date de clôture au taux de change en vigueur à cette date. Les écarts de change constatés par rapport au cours d'enregistrement initial des transactions concourent au résultat financier.

2.6 Immobilisations corporelles :

— Evaluation au coût net d'amortissements et de dépréciation

Hormis le cas où elles sont acquises lors d'une acquisition de société, les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. A chaque arrêté, le coût d'acquisition est diminué de l'amortissement cumulé et des provisions pour dépréciation déterminées selon IAS 36 – Dépréciation d'actifs (cf. § 2.10).

Les coûts des emprunts servant à financer les actifs sur une longue période de mise en service ou de fabrication ne sont pas incorporés dans le coût d'entrée des immobilisations : ils sont comptabilisés en charges de la période.

— Approche par composants

Les principaux composants d'une immobilisation présentant une durée d'utilité inférieure à celle de l'immobilisation principale (fours, équipements industriels lourds...), sont identifiés par les services techniques, afin d'être amortis sur leur durée d'utilité propre.

Lors du remplacement du composant, la dépense (soit le coût du nouveau composant) est immobilisée à condition que des avantages économiques futurs soient toujours attendus de l'actif principal.

L'approche par composants est également appliquée aux dépenses de grandes révisions, planifiées et d'une périodicité supérieure à un an. Ces dépenses sont identifiées comme une composante du prix d'acquisition de l'immobilisation et amorties sur la période séparant deux révisions.

— Frais d'entretien et de réparation

Les frais d'entretien et de réparation récurrents ne répondant pas aux critères de l'approche par composants sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

— Amortissements

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire et sur les durées d'utilité indiquées ci-après. Les terrains ne sont pas amortis.

Principales catégories d'immobilisations	Amortissement linéaire Durée d'utilité
Constructions	
Bâtiments administratifs et commerciaux	40
Bâtiments industriels / Ouvrages d'infrastructure	30
Agencements et aménagements	10
Installations techniques, matériel et outillage	
Nouvelle installation industrielle	25
Equipements de production spécifiques	20
Equipements de production standard	10
Autres (automates...)	5
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5
Matériel et mobilier de bureau	10
Matériel informatique	3

— Immobilisations acquises dans le cadre d'une acquisition d'entreprises

Les immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition. Elles sont amorties selon le mode linéaire et sur la durée d'utilité résiduelle à la date d'acquisition.

— Dépréciation

Les immobilisations corporelles sont testées pour dépréciation dans le cadre des modalités de IAS 36 « Dépréciation d'actifs » (cf. § 2.10 ci-après).

2.7 Contrats de location :

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, transférant au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisées à l'actif du bilan à la juste valeur du bien loué ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure. La dette correspondante est inscrite dans les passifs financiers.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif.

Les actifs objet d'un contrat de location-financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité conforme aux règles du Groupe (cf. § 2.6) et de la durée du contrat. Ils sont testés pour dépréciation conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs » (cf. § 2.10).

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont des locations simples. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés dans les charges linéairement sur la durée du contrat.

2.8 Ecart d'acquisition :

Les écarts d'acquisition représentent la part non affectée à des postes du bilan de la différence entre le prix d'acquisition des sociétés consolidées et la part du Groupe dans les actifs et passifs, y compris les passifs éventuels, acquis évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Cette évaluation à la juste valeur est réalisée, pour les acquisitions significatives, par des experts indépendants.

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs », ils font l'objet d'un test de dépréciation au

minimum une fois par an ou plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affecté ou rattaché l'écart d'acquisition est au moins égale à sa valeur nette comptable (cf. § 2.10 Perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles). Si une perte de valeur est constatée, une provision de caractère irréversible est constatée dans le résultat d'exploitation, sur une ligne spécifique.

Conformément aux mesures transitoires autorisées par IFRS 1 « Première adoption des IFRS », les acquisitions et regroupements d'entreprises comptabilisés avant le 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été retraités, et les écarts d'acquisition comptabilisés à cette date, ont été inscrits dans le bilan d'ouverture du 1^{er} janvier 2004 pour leur montant net d'amortissement devenant leur nouvelle valeur comptable en IFRS.

En l'absence de dispositions spécifiques de IFRS 3, le Groupe a opté pour la comptabilisation dans les capitaux propres de la différence entre le prix payé et la quote-part de minoritaires rachetée dans des sociétés préalablement contrôlées.

2.9 Immobilisations incorporelles :

2.9.1 Frais de recherche et de développement. — Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- sa capacité de mesurer de manière fiable le coût de cet actif pendant sa phase de développement ;
- sa capacité à utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle.

Une revue des principaux projets de recherche et développement est effectuée sur la base des informations disponibles auprès des services centraux coordonnant les études, pour recenser et analyser les projets en cours entrés le cas échéant en phase de développement selon IAS 38.

Il ressort qu'au cours de l'année 2006, de même qu'en 2005, aucun projet d'envergure répondant à la phase de développement n'a été identifié. Les efforts de développement engagés par le Groupe, notamment dans ses activités liées au pétrole, à l'automobile et à l'énergie, en vue de la conception de produits, de processus de fabrication nouveaux ou améliorés, ne rentrent que très tardivement dans l'étape où ils sont des actifs éligibles aux critères de IAS 38. La démonstration d'avantages économiques futurs supplémentaires à long terme et pouvant être nettement différenciés des dépenses concourant au simple maintien ou à la mise à niveau de l'outil de production et des produits en vue de préserver l'avantage technologique et concurrentiel du Groupe est extrêmement difficile à démontrer.

En conséquence, le Groupe a considéré approprié de ne pas activer de coûts de développement dans les comptes du 31 décembre 2006 (idem en 2005).

2.9.2 Autres immobilisations incorporelles. — En dehors du cas des coûts de développement (cf. § ci-avant), les immobilisations incorporelles générées en interne ne sont pas activées mais constituent des charges de période.

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût. Elles comprennent essentiellement des brevets et marques qui sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition d'une activité sont enregistrées séparément de l'écart d'acquisition si leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable lors de la phase de reconnaissance initiale des actifs et passifs. Elles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation par l'entreprise lorsqu'elles ont une durée de vie finie. Dans le cas d'une durée de vie indéterminée, elles ne sont pas amorties.

2.9.3 Dépréciation. — Les immobilisations incorporelles sont testées pour dépréciation dans le cadre des modalités de IAS 36 « Dépréciation d'actifs » (cf. § 2.10).

2.10 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles :

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Le test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéterminée, c'est à dire essentiellement les écarts d'acquisition dans le cas du Groupe Vallourec.

Pour la réalisation des tests de dépréciation, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par rapport aux flux futurs nets de trésorerie actualisés qui seront générés par les actifs testés. L'actualisation est réalisée à un taux correspondant au coût moyen pondéré du capital du Groupe, intégrant une prime de risque du marché et une prime de risque spécifique du secteur. Ce taux est également ajusté le cas échéant d'une prime de risque pour tenir compte de la zone géographique considérée.

Lorsque la valeur recouvrable (valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité) est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée sur une ligne spécifique dans le résultat d'exploitation. Lorsqu'une UGT contient un écart d'acquisition, la perte de valeur réduit en priorité l'écart d'acquisition, avant qu'une dépréciation ne soit constatée le cas échéant sur les autres immobilisations de l'UGT.

Toutefois, dans certains cas, l'apparition de facteurs de pertes de valeurs propres à certains actifs (liés à des facteurs internes ou à des événements ou décisions remettant en cause la poursuite d'exploitation d'un site par exemple) peut être de nature à motiver un test et justifier une dépréciation de ces actifs indépendamment de l'UGT à laquelle ils étaient jusque là rattachés.

Les principales UGT retenues dans la configuration et l'organisation actuelles du Groupe sont V & M Europe, V & M do Brasil, V & M North America, l'UGT regroupant les activités Automobile et Industrie, et les activités Inox. Les entités non rattachées à ces UGT sont testées sur la base de leurs cash flows propres.

2.11 Stocks et en-cours :

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le cas échéant des provisions pour dépréciation sont constituées.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût des stocks de matières premières, marchandises et autres approvisionnements est composé du prix d'achat hors taxes déduction faite des rabais, remises et ristournes obtenus, majoré des frais accessoires sur achats (transport, frais de déchargement, frais de douane, commissions sur achats ...). Ces stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût des en-cours de production de biens, des produits intermédiaires et finis, est constitué du prix de revient, frais financiers exclus. Les coûts de revient incluent les matières premières, fournitures et main d'œuvre de production et les frais généraux industriels directs et indirects affectables aux processus de transformation et de production, sur la base d'un niveau d'activité normal. Les coûts administratifs et généraux sont exclus de cette valorisation.

2.12 Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées. — Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et passifs associés est considéré comme destiné à la vente, conformément à IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », lorsque :

— il est disponible en vue de sa vente immédiate dans son état actuel :

— la vente est hautement probable. Ceci est le cas lorsque la direction est engagée dans un plan actif de cession et de recherche d'un acquéreur, à un prix raisonnable, dont la réalisation doit être effective dans un délai d'un an maximum.

Les actifs, groupes d'actifs ou activités destinés à être cédés sont évalués au plus bas de la valeur comptable et de leur juste valeur (prix de cession estimé), net des coûts relatifs à la cession. Ils sont présentés sur une ligne spécifique à l'actif et au passif du bilan.

Seules les branches complètes d'activités abandonnées sont présentées distinctement au compte de

2.13 Provisions :

Une provision est comptabilisée lorsque, à la date de clôture de la période, le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Les provisions sont actualisées si l'effet de la valeur temps est significatif (par exemple dans le cas de provisions pour risques environnementaux ou pour remise en état de sites). L'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est alors comptabilisée en charges financières.

Dans le cadre d'une restructuration, une provision ne peut être constituée que si la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillés ou d'un début d'exécution à la clôture de la période.

Les litiges (techniques, garanties, contrôles fiscaux) sont provisionnés dès lors qu'une obligation du Groupe envers un tiers existe à la clôture. La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

2.14 Engagements de retraite et assimilés :

En vertu d'obligations légales ou d'usages, le Groupe participe à des régimes de retraite complémentaires ou autres avantages long terme au profit des salariés. Le Groupe offre ces avantages à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre de régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes. Les contributions versées aux régimes sont enregistrées en charges de période. Le cas échéant, les contributions restant à acquitter au titre de l'exercice sont provisionnées.

Les engagements de retraite et assimilés résultant de régimes à prestations définies font l'objet d'une provision évaluée sur la base d'un calcul actuariel réalisé au moins une fois par an par des actuaires indépendants. La méthode des unités de crédits projetées est appliquée : chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation envers les salariés.

Les calculs intègrent les spécificités des différents régimes ainsi que les hypothèses de date de départ à la retraite, d'évolution de carrière et d'augmentation des salaires, la probabilité du salarié d'être encore présent dans le Groupe à l'âge de la retraite (taux de rotation du personnel, tables de mortalité...). L'obligation est actualisée sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

L'obligation est provisionnée, nette, le cas échéant, des actifs de régime évalués à leur juste valeur.

Des gains et des pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèse ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou les actifs financiers de régimes. Ces écarts sont reconnus en résultat selon la méthode du corridor définie dans IAS 19 « Avantages du personnel ». Ils sont amortis sur la durée résiduelle d'activité attendue des salariés pour la part excédant de plus de 10 % la plus grande des valeurs suivantes :

- la valeur actualisée de l'obligation à la clôture ;
- la juste valeur des actifs de régime à la clôture.

Dans le cadre de l'établissement du bilan d'ouverture en IFRS au 1^{er} janvier 2004, le Groupe Vallourec a utilisé l'option de IFRS 1, de comptabiliser l'intégralité des écarts actuariels à cette date en réduction des capitaux propres.

Les charges nettes de retraite et avantages assimilés sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, sauf pour la charge d'actualisation des droits et les produits liés au rendement des actifs de régimes, enregistrés en résultat financier.

Les principaux engagements de retraite et assimilés concernent les filiales françaises du Groupe ainsi que celles implantées en Allemagne, au Royaume Uni, aux Etats-Unis et au Brésil.

Les autres engagements sociaux et assimilés qui font l'objet d'une provision sont :

- pour les filiales françaises et étrangères, le versement de primes à l'occasion de la remise des médailles du travail ;
- pour certaines filiales implantées aux Etats-Unis d'Amérique, la couverture des frais médicaux.

2.15 Paiements en actions :

Certains dirigeants et salariés bénéficient de plans d'options d'achat ou de souscription d'actions, leur conférant le droit d'acheter une action existante ou de souscrire à une augmentation de capital à un prix convenu.

La norme IFRS 2 « Paiements en actions » requiert l'évaluation et la comptabilisation de tels plans.

Les options doivent être évaluées à la date d'octroi.

Par application des mesures transitoires spécifiquement prévues par IFRS 1 et IFRS 2, le Groupe a choisi de comptabiliser uniquement les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés, tant que les options ne sont pas exercées.

Le Groupe a fait procéder à une valorisation rétrospective, à la date d'octroi, de l'unique plan d'options d'achat d'actions entrant dans le périmètre de IFRS 2 au 1^{er} janvier 2005, selon le modèle Black & Scholes.

Le Groupe a octroyé en janvier 2006 un plan d'attribution d'actions gratuites (PAGA) aux salariés dans lequel les conditions d'acquisition des droits sont liées à des conditions de performance (croissance du résultat brut d'exploitation) consolidé en 2006 et 2007. Ce plan a été évalué selon un modèle de type binomial de projection de cours.

Les avantages résultant des plans sont valorisés selon IFRS 2. Ils équivalent à une rémunération des bénéficiaires : ils sont comptabilisés en charges de personnel, de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur l'évaluation initiale de l'option. Le nombre d'options pris en compte pour valoriser le plan est ajusté à chaque clôture pour tenir compte de la probabilité de présence des bénéficiaires à la fin de la période d'indisponibilité des droits.

2.16 Titres d'autocontrôle :

Les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les produits de cession de ces titres sont imputés directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les plus ou moins-values n'affectent pas le résultat consolidé.

2.17 Instruments financiers :

Les instruments financiers comprennent les actifs et passifs financiers ainsi que les instruments dérivés.

La présentation des instruments financiers est définie par la norme IAS 32. L'évaluation et la comptabilisation des instruments financiers sont régies par la norme IAS 39.

Conformément aux dispositions transitoires contenues dans IFRS 1, IAS 32 et IAS 39, le Groupe Vallourec a choisi de n'appliquer les normes IAS 32 et 39 qu'à compter du 1^{er} janvier 2005.

Les principales conséquences à compter du 1^{er} janvier 2005 ont porté essentiellement sur le traitement selon IAS 39 des contrats de couverture conclus par le Groupe au regard de ses opérations commerciales d'achats et de ventes en devises. Les variations de juste valeur des instruments dérivés sont systématiquement comptabilisées dans les comptes. Les variations de juste valeur des instruments couverts sont également enregistrées à chaque clôture (cf. § ci-après 2.17.4 Instruments dérivés et comptabilité de couverture).

En outre, conformément à IAS 32, la vente d'un put à un actionnaire minoritaire d'une entreprise sous contrôle exclusif donne lieu à la constatation d'un passif financier à hauteur de la juste valeur actualisée du montant du rachat estimé. Dans l'attente du positionnement normative ou d'une interprétation, le Groupe comptabilise ce passif financier par prélèvement sur le montant des intérêts minoritaires et par prélèvement sur les capitaux propres – part du Groupe, pour la partie de la dette excédant ces intérêts minoritaires. Ce traitement comptable pourrait être modifié à l'avenir par une norme ou bien une interprétation.

2.17.1 Actifs financiers. — Les actifs financiers comprennent :

- des actifs financiers non courants : autres titres de participation et créances rattachées, des prêts de participation à l'effort construction, des cautions ;
- des actifs financiers courants incluant les créances clients et les autres créances d'exploitation, des instruments financiers dérivés court terme, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement) ;
- Evaluation initiale.

L'évaluation initiale des actifs financiers s'effectue à leur juste valeur à la date de la transaction majorée des coûts de transaction exceptée pour la catégorie d'actifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat.

Dans la plupart des cas, la juste valeur à la date de la transaction est le coût historique soit le coût d'acquisition de l'actif.

— Classification et évaluation lors des arrêtés comptables.

Les actifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés selon IAS 39 dans l'une des quatre catégories ci-après en vue de leur évaluation au bilan :

Catégories	Evaluation	Comptabilisation des variations de valeur
Actifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat	Juste valeur	Variation de juste valeur en résultat
Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Coût amorti	Non applicable
Prêts et créances	Coût amorti	Non applicable
Actifs disponibles à la vente	Principe général : juste valeur Mais Coût amorti pour les instruments de capitaux propres détenus dont la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable (actions non cotées sur un marché actif notamment)	Variation de juste valeur en capitaux propres Non applicable

— Actifs financiers dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat

Cette catégorie d'actifs comprend :

- des actifs détenus à des fins de transaction c'est à dire acquis par l'entreprise dans l'objectif de dégager un profit à court terme ;
- les instruments dérivés non expressément désignés comme des instruments de couverture.

Chez Vallourec, les actifs concernés sont tous les actifs de trésorerie (valeurs mobilières de placement, disponibilités...).

Les valeurs mobilières de placement (SICAV, FCP...) sont évaluées à leur juste valeur à la clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier. Par conséquent, elles ne sont soumises à aucun test de dépréciation. Les justes valeurs sont déterminées principalement par référence aux cotations du marché.

— Prêts et créances

Ils correspondent à la plupart des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables non cotés sur un marché actif.

Dans le groupe Vallourec, cette catégorie regroupe :

- les créances rattachées, les prêts long terme et les prêts de participation à l'effort de construction ;
- les créances clients et autres créances d'exploitation.

Le coût amorti des créances à court terme telles les créances clients équivaut le plus souvent à leur coût historique.

Les prêts aux salariés sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliqué aux flux de trésorerie attendus jusqu'à la date d'échéance des prêts (le taux d'intérêt des contrats pouvant être inférieur).

— Actifs détenus jusqu'à l'échéance

Il s'agit d'actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables, à échéance fixée, que l'entreprise a l'intention et la capacité de garder jusqu'à l'échéance, autres que des créances et des prêts et autres que les actifs financiers désignés par l'entreprise dans les deux autres catégories (évalués en juste valeur par le résultat, disponibles à la vente).

Dans le Groupe Vallourec, les seuls actifs concernés sont les dépôts de garantie et cautions.

— Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont ceux notamment qui n'ont pas été classés dans l'une des trois autres catégories.

Dans le Groupe Vallourec, on retrouve notamment dans cette catégorie les autres titres de participation. Il s'agit en général de titres non cotés dont la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable. Ils sont enregistrés à leur coût et font l'objet d'un test de dépréciation lors de l'arrêté des comptes consolidés.

— Test de dépréciation des actifs financiers

Les actifs évalués au coût amorti et les actifs disponibles à la vente valorisés à leur coût doivent faire l'objet à chaque clôture d'un test de dépréciation s'il existe un indicateur de perte de valeur tel que :

- des difficultés financières importantes, une forte probabilité de faillite ou de restructuration de la contrepartie ;
- un risque élevé de non recouvrement des créances ;
- l'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, de facilités non initialement prévues ;
- une rupture de contrat effective telle que le défaut de paiement d'une échéance (intérêt, principal ou les deux) ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier concerné.

Pour les actifs évalués au coût amorti, le montant de la dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus compte tenu de la situation de la contrepartie, déterminés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier.

La perte de valeur ainsi déterminée est comptabilisée en résultat financier sur la période.

En ce qui concerne les « Actifs détenus jusqu'à l'échéance » et les « Prêts et créances », si au cours des exercices suivants, les conditions ayant généré la perte de valeur disparaissent, la dépréciation doit être reprise, sans toutefois que la valeur nette comptable devienne supérieure au coût amorti à la date de la reprise.

En ce qui concerne les autres titres de participation non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente » dont la juste valeur ne peut être déterminée de manière fiable, aucune dépréciation comptabilisée en compte de résultat ne peut être reprise sur les périodes ultérieures, même en cas d'appréciation de la valeur des titres.

2.17.2 Trésorerie et équivalents de trésorerie. — Le poste « Trésorerie » du bilan est constitué des liquidités en compte courant bancaire et des parts d'OPCVM de trésorerie mobilisables à court terme.

Le bouclage de trésorerie du tableau de flux de trésorerie est effectué sur la base de la trésorerie définie ci-dessus, nette des découverts et des concours bancaires courants.

L'endettement net mentionné dans ce même tableau correspond à l'ensemble des dettes financières diminuées de la trésorerie.

2.17.3 Passifs financiers. — Les passifs financiers du Groupe comprennent des emprunts bancaires portant intérêts et des instruments dérivés.

Les emprunts sont ventilés en passifs courants pour la part devant être remboursée dans les douze mois après la clôture et en passifs non courants pour les échéances dues à plus de douze mois.

Les emprunts produisant intérêts sont initialement enregistrés au coût historique diminué des coûts de transaction associés. De tels coûts (frais et primes d'émission des emprunts) sont pris en compte dans le calcul du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils sont constatés dans le résultat financier de manière actuarielle sur la durée de vie du passif.

A chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture (cf. ci-après), les passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts à taux variables pour lesquels des contrats de swaps de taux d'intérêt sont contractés font l'objet d'une comptabilité de couverture de flux de trésorerie. Les variations de juste valeur des contrats de swaps, liées aux évolutions de taux d'intérêt, sont comptabilisées en capitaux propres dans la mesure de leur efficacité. A défaut, elles sont comptabilisées en résultat financier.

2.17.4 Instruments dérivés et comptabilité de couverture. — Exposition du Groupe aux risques de change sur les transactions commerciales

En dehors de la couverture de certains passifs financiers (cf. § 2.17.3), le Groupe est essentiellement engagé dans des contrats de couverture en vue de contrôler son exposition aux risques de change induits par les prises de commandes et ventes réalisées par certaines filiales dans d'autres monnaies que leur monnaie de fonctionnement. Notamment, une part significative du chiffre d'affaires de Vallourec est facturée par les sociétés européennes en dollars US. Les fluctuations de change entre l'euro et le dollar peuvent modifier à ce titre la marge opérationnelle du Groupe.

Le Groupe gère son exposition au risque de change en mettant en place des couvertures sur la base de prévisions de prises de commandes des clients régulièrement mises à jour. Les créances et produits d'exploitation qui seront générés par les commandes sont de ce fait couverts par des instruments financiers qui sont principalement des ventes à terme de devises.

Dans une moindre mesure, le Groupe peut être amené à conclure des achats à terme de devises pour couvrir des engagements d'achats en devises.

— Evaluation et présentation des instruments dérivés

Les variations de valeurs des instruments dérivés par rapport à leur date de mise en place sont évaluées à chaque clôture.

La juste valeur des contrats à terme en devises est calculée à partir des conditions et données du marché. Couvrant des opérations commerciales, ces dérivés sont présentés au bilan dans les actifs et passifs courants.

— Comptabilisation des opérations de couverture

Les opérations de couverture sur les opérations commerciales rentrent dans la catégorie des couvertures de flux de trésorerie.

Le Groupe n'applique la comptabilité de couverture que dans le strict respect des critères de IAS 39 :

- Documentation de la relation de couverture : nature du sous-jacent couvert, durée de la couverture, instrument de couverture utilisé, taux spot de la couverture, points de terme ... ;
- Réalisation du test d'efficacité à la mise en place de l'instrument dérivé et actualisation du test au minimum à chaque fin de trimestre, pour les couvertures de flux de trésorerie.

La comptabilisation des opérations de couverture au sein du Groupe est la suivante.

A la clôture, la variation de l'instrument de couverture par rapport à sa date de mise en place est évaluée à sa juste valeur et comptabilisée au bilan dans des comptes d'instruments dérivés actif ou passif. Sont distinguées :

— la variation de valeur intrinsèque de l'instrument de couverture (différence entre le cours spot à la date de mise en place de la couverture et le cours spot à la date de valorisation, c'est à dire à la clôture).

Si la couverture est efficace et tant que le chiffre d'affaires (ou l'achat) couvert n'est pas comptabilisé, les variations de valeur intrinsèque sont comptabilisées dans les capitaux propres, conformément aux principes de comptabilisation des couvertures de flux de trésorerie futurs (« cash-flow hedge ») ;

Si l'instrument de couverture n'est pas efficace (cas rare compte tenu des procédures mises en place par le Groupe), la variation de valeur intrinsèque de l'instrument dérivé est enregistrée dans le résultat financier ;

— la variation de la valeur temps (report / déport). Cette variation est systématiquement comptabilisée en résultat financier, cette composante n'étant pas intégrée dans la relation de couverture.

Le chiffre d'affaires (l'achat), correspondant aux prévisions (ordres d'achat) couvertes, est enregistré au cours spot du contrat de couverture (il s'agit du cours spot à la date de mise en place). La créance client (la dette fournisseur) est enregistrée initialement à ce même cours spot.

A chaque arrêté, les créances clients et dettes fournisseurs en devises couvertes sont évaluées et comptabilisées au cours de la devise à la date de clôture. La différence par rapport au cours d'enregistrement initial (cours spot à la date de mise en place de la couverture) ou au cours de la dernière clôture constitue un écart de change (perte ou gain) comptabilisé dans le résultat financier de la période.

A partir du moment où l'élément couvert (la créance ou la dette en devise) est enregistré au bilan, la variation de valeur intrinsèque de l'instrument de couverture précédemment constatée dans les capitaux propres est recyclée en résultat financier. Les variations de valeurs de l'instrument de couverture et du sous-jacent impactent alors symétriquement le résultat financier.

2.18 Impôts sur le résultat :

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé.

Conformément à IAS 12, des impôts différés sont constatés, en utilisant la méthode bilantielle du report variable, pour les différences temporelles existant à la clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable, ainsi que sur les déficits fiscaux, dans les conditions énoncées ci-après.

Les principales natures d'impôts différés comptabilisés sont :

- les impôts différés actifs long terme (provisions pour retraite des sociétés françaises) qui présentent une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible ;
- les impôts différés actifs sur des éléments court terme récurrents (provision pour congés payés...) ou non récurrents (participation des salariés, provisions pour risques et charges non déductibles fiscalement ...) lorsqu'il existe une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible ;
- les impôts différés liés à l'annulation d'écritures passées uniquement pour des raisons fiscales dans les comptes locaux (provisions réglementées...) ainsi qu'aux retraitements d'homogénéisation des comptes sociaux ou de consolidation ;
- les déficits reportables, les moins-values à long terme ne sont activés que pour les sociétés et les groupes fiscaux qui présentent une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible.

Les taux utilisés pour calculer les impôts différés sont les taux d'imposition dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date d'arrêté des comptes.

Les impôts différés ne sont jamais actualisés.

Au bilan, les actifs et passifs d'impôt se rapportant à une même entité fiscale (par exemple groupe d'intégration fiscale) sont présentés de façon compensée.

L'impôt différé et exigible est comptabilisé comme un produit ou une charge au compte de résultat sauf s'il se rapporte à une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement dans les capitaux propres (cf. notamment comptabilisation des instruments de couverture § 2.17.4).

Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs non courants et les passifs non courants.

Les impôts différés actifs nets ne sont activés que pour les sociétés et les groupes fiscaux qui présentent une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible examinée à chaque date de clôture.

2.19 Chiffre d'affaires :

Les produits résultant de la vente de marchandises sont constatés au compte de résultat lorsque les conditions suivantes sont satisfaites :

- les principaux risques et avantages liés au droit de propriété sont transférés à l'acheteur ;
- le vendeur ne conserve ni participation à la gestion, telle qu'elle incombe généralement au propriétaire, ni contrôle effectif sur les biens cédés ;
- il est probable que les avantages économiques résultant de la vente bénéficieront à l'entreprise ;
- le montant du produit et les coûts engagés (ou devant l'être) dans le cadre de la vente peuvent être mesurés de manière fiable.

Les produits résultant de prestations de services sont constatés au compte de résultat au prorata de l'état d'avancement de l'opération à la clôture.

Aucun produit n'est constaté s'il existe des incertitudes significatives quant au recouvrement de la contrepartie due ou des frais connexes, ou s'il est possible que les marchandises soient retournées (ex : buy back ou clause de retour).

Dans le cas de vente avec clause de réserve de propriété, la vente est comptabilisée à la livraison du bien si les risques et les avantages ont été transférés à l'acquéreur (la clause de réserve de propriété ayant pour principal objet de protéger le vendeur contre les risques de recouvrement).

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, qui résulte de l'accord passé entre l'entreprise et le client, déduction faite de toute remise commerciale ou rabais pour quantités consentis.

Se reporter aux § 2.5.2 et 2.17.4 pour les modalités de comptabilisation du chiffre d'affaires en devises étrangères.

2.20 Détermination du résultat d'exploitation. — La présentation du compte de résultat observe une classification par nature des charges.

Le résultat d'exploitation est obtenu par différence des charges et produits avant impôt autres que ceux de nature financière, autres que ceux liés aux résultats des sociétés mises en équivalence, et hors résultat des activités arrêtées ou en cours de cession.

La « Participation des salariés » est intégrée dans les charges de personnel.

La « taxe allemande » (« Gewerbesteuer ») est comptabilisée en impôt sur les bénéfices.

Le résultat brut d'exploitation est un indicateur important pour le Groupe, qui permet de mesurer la performance récurrente du Groupe. Il est obtenu en partant du résultat d'exploitation avant amortissements et en extrayant certains produits et charges d'exploitation qui présentent un caractère inhabituel ou rare dans leur réalisation, à savoir :

— les dépréciations d'écarts d'acquisition et d'immobilisations constatées dans le cadre des tests de dépréciation selon IAS 36 (cf. § 2.10) ;

— les charges de restructuration ou liées à des mesures d'adaptation des effectifs de montants significatifs, concernant des événements ou des décisions d'envergure ;

— les plus-values ou moins-values de cessions ;

— les charges et produits qui résulteraient d'un litige d'une matérialité très significative, d'opérations de déploiement ou de capital majeures (frais d'intégration d'une nouvelle activité...).

2.21 Résultat par action. — Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net consolidé du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le résultat net dilué par action est calculé en supposant l'exercice de l'ensemble des options existantes et selon la méthode du « rachat d'actions » définie dans IAS 33 « Résultat par action ».

3. Information sectorielle :

Compte-tenu de la structure fondamentale d'organisation et de gestion du Groupe Vallourec, le premier niveau d'information sectorielle retenu conformément aux prescriptions de la norme IAS 14 « Information sectorielle » s'articule autour des deux secteurs d'activité suivants :

— le secteur « Tubes sans soudure » qui regroupe l'ensemble des entités détenant les outils de production et de commercialisation dédiés à l'activité principale du Groupe de réalisation de tubes sans soudure en aciers au carbone et alliés laminés à chaud, soit lisses, soit filetés pour le pétrole ou le gaz. Cette activité se caractérise par une forte intégration du process de fabrication depuis l'élaboration de l'acier et le laminage à chaud, jusqu'aux stades de parachèvement finaux qui permettent d'obtenir des produits s'adressant à des marchés variés (pétrole et gaz, énergie électrique, chimie et pétrochimie, automobile et mécanique ...) ;

— le secteur « Automobile, Speciality Products ». Ce secteur inclut en premier lieu des activités de transformation et d'usinage spécifiques (production notamment de tubes de précision et de composants pour l'automobile), présentant des similitudes en termes de risques et de performance, du fait de leurs cycles d'activité. Ce secteur intègre également des activités diverses, telles que la production de tubes inoxydables et de produits forgés, dont les caractéristiques sont très différentes des précédentes, mais qui ne sont pas présentées à part du fait de leur poids relatif peu élevé, comme l'y autorise IAS 14.

Le deuxième niveau d'information sectorielle est géographique et distingue cinq secteurs géographiques déterminés sur la base d'une analyse des risques et avantages spécifiques qui y sont attachés. Ces cinq secteurs sont les suivants :

— l'Union Européenne ;

- l'Amérique du Nord et Centrale (Etats-Unis, Mexique, Canada) ;
- l'Amérique du Sud (Brésil) ;
- l'Asie ;
- le Reste du Monde (Moyen-Orient principalement).

Secteurs d'activité :

La Note 31 présente, pour chaque secteur d'activité, des informations sur les produits et les résultats ainsi que certaines informations relatives aux actifs et aux passifs et aux investissements pour les exercices 2005 et 2006.

Secteurs géographiques :

La Note 31 présente, par secteur géographique, des informations sur le chiffre d'affaires (par zones géographiques d'implantation des clients), les investissements ainsi que certaines informations relatives aux actifs (par zones d'implantation) pour les exercices 2005 et 2006.

B. — Périmètre de consolidation.

	% intérêt 31/12/04	% intérêt 31/12/05	% intérêt 31/12/06	% contrôle 31/12/06
Sociétés intégrées globalement :				
Cerec	100,0	100,0	-	-
Changzhou Valinox Great Wall – Chine	33,8	33,8	62,5	100,0
CST Valinox Ltd - Inde	-	-	71,3	75,0
Changzhou Carex Valinox Components - Chine	-	-	70,7	100,0
Escofier Technologie	100,0	100,0	-	-
Interfit	100,0	100,0	100,0	100,0
Omsco Inc - Etats-Unis	-	100,0	100,0	100,0
Setval (fusion au 1er janvier 2006 avec V & M Tubes)	100,0	100,0	-	-
SMFI (Société Matériel de Forage International)	-	-	100,0	100,0
Spécitubes	100,0	100,0	-	-
Valinox Asia	33,8	33,8	62,5	65,8
Valinox Nucléaire	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec Composants Automobiles Hautmont	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec Composants Automobiles Vitry	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec & Mannesmann Holdings Inc - Etats-Unis	55,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec Inc – Etats-Unis	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec Industries Inc – Etats-Unis	55,0	100,0	100,0	100,0
V & M France	55,5	100,0	100,0	100,0
V & M Deutschland GmbH - Allemagne	54,5	100,0	100,0	100,0
Vallourec & Mannesmann Changzhou Co LTD - Chine	-	100,0	100,0	100,0
V & M do Brasil SA - Brésil	54,7	99,4	99,4	99,4
V & M Florestal Ltda - Brésil	54,7	99,4	99,4	100,0
V & M Mineração Ltda - Brésil	54,7	99,4	99,4	100,0
V & M One	55,0	100,0	100,0	100,0
V & M Services	55,0	100,0	100,0	100,0
V & M Star – Etats-Unis	44,3	80,5	80,5	80,5
Vallourec & Mannesmann Tubes	55,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec & Mannesmann Tubes Corporation - Etats-Unis	36,7	100,0	100,0	100,0
Vallourec Mannesmann Oil & Gas France	55,3	100,0	100,0	100,0
Vallourec Mannesmann Oil & GAS UK – Royaume-Uni	55,3	100,0	100,0	100,0
Vallourec Mannesmann Oil & Gas Germany - Allemagne	54,5	100,0	100,0	100,0
Vallourec Précision Etirage	100,0	100,0	100,0	100,0

Vallourec Précision Soudage	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec Tubes Canada Inc - Canada	100,0	100,0	100,0	100,0
Valti	100,0	100,0	100,0	100,0
Valti GmbH - Allemagne	100,0	100,0	100,0	100,0
Valtimet SAS	51,3	51,3	95,0	95,0
Valtimet Inc – Etats-Unis	51,3	51,3	95,0	100,0
ValTubes (fusion au 1er janvier 2006 avec V & M Tubes)	100,0	100,0	-	-
VAM Canada (ex VAM PC) - Canada	55,0	100,0	100,0	100,0
VAM Changzhou Oil & Gas premium Equipments Co, Ltd - Chine	-	-	100,0	100,0
VAM Far East - Singapour	28,1	51,0	51,0	51,0
VAM Field Services Beijing - Chine	-	-	51,0	51,0
VAM Holding Hong Kong - Hong Kong	-	-	100,0	100,0
VAM Mexico (ex Prinver Peisa) - Mexique	55,0	100,0	100,0	100,0
VAM USA (ex VAM PTS) - Etats-Unis	28,1	51,0	51,0	51,0
Sociétés mises en équivalence :				
HKM - Allemagne	16,5	20,0	20,0	20,0
Pacific Tubular Limited - Jersey	13,6	24,8	24,8	24,8
Poongsan Valinox - Corée	25,6	25,6	47,5	50,0
PT Citra Tubindo - Indonésie	13,8	25,0	25,0	25,0
Tubos Soldados Atlantico - Brésil	-	20,6	24,6	24,7
Xian Baotimet Valinox Tubes - Chine	-	-	37,1	49,0

Le Groupe ne contrôle pas de société ad-hoc.

2005 :

— Le 31 janvier 2005, Vallourec a cédé à Benteler Automotive sa filiale Vallourec do Brasil Autopeças Ltda, spécialisée dans l'assemblage de trains arrières pour l'automobile. La société a réalisé un chiffre d'affaires 203 millions de réals brésiliens (55,9 millions d'euros) au titre de l'exercice 2004.

— Le 8 février 2005, Vallourec a signé un accord pour la vente de Vallourec Argentina à l'un de ses dirigeants. La société est spécialisée dans l'usinage de pièces pour l'industrie automobile et l'assemblage de trains arrières pour Renault Argentine. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 62 millions de pesos argentins (17,1 millions d'euros) au titre de l'exercice 2004. Les activités de Vallourec Argentina ont été sévèrement touchées par la crise argentine. Une dépréciation exceptionnelle de 3 millions d'euros a été constatée en 2004 avant la cession.

Ces activités d'assemblages ne sont pas dans le cœur de métier de Vallourec et n'avaient pas atteint la taille critique nécessaire à leur développement.

— Le 23 juin 2005, Vallourec a acquis la totalité des participations dans V & M Tubes (1), détenues par Mannesmannröhren-Werke GmbH, filiale à 100 % de Salzgitter AG. Le prix d'acquisition fixé pour cette transaction s'est élevé à 545 millions d'euros. Ce prix inclut le dividende dû au titre de l'exercice 2004.

L'opération a consisté en l'acquisition liée et simultanée :

i. Par Vallourec de la participation de 45 % du capital de V & M Tubes pour un montant de 534,4 millions d'euros,

ii. Par V & M Tubes de 1 % du capital de V & M Deutschland GmbH pour un montant de 3,6 millions d'euros et

iii. Par V & M Holdings Inc., filiale de V & M Tubes, de 33,33 % du capital de V & M Tubes Corp. pour un montant de 7 millions d'euros.

A l'issue de cette opération Vallourec contrôle directement 100% de V & M Tubes et indirectement 100 % des sociétés V & M Deutschland GmbH et V & M Tubes Corp..

Par ailleurs Vallourec a cédé 10 % des actions de l'aciérie HKM (Allemagne) pour un montant de 22 millions d'euros à Mannesmannröhren-Werke GmbH. A l'issue de cette cession V & M Tubes conserve une participation de 20% dans HKM qui reste mise en équivalence.

L'acquisition a été financée par les trésoreries disponibles de Vallourec, V & M Tubes et V & M Holdings Inc et par un emprunt bancaire de 460 millions d'euros contracté par Vallourec. Celui-ci était tiré à hauteur de 311,2 millions d'euros au 31 décembre 2005, dont 260 millions d'euros pour financer cette acquisition. Les caractéristiques et conditions (« covenants ») figurent dans la note 14.

Par ailleurs, une augmentation de capital ayant pour objectif de refinancer partiellement cette acquisition a été lancée le 20 juin 2005 (période de souscription du 20 juin au 1^{er} juillet 2005 inclus). Les fonds ont été libérés le 13 juillet pour un montant de 123 millions d'euros net.

Des droits préférentiels de souscription ont été attribués à tous les actionnaires de Vallourec.

Les actions nouvelles (706 312 actions) ont été émises au prix de 176,95 euros (nominal de 20 euros et prime 156,95 euros) et ont été admises aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris le 13 juillet 2005.

Impacts comptables :

L'application des normes IAS 32 et 39 a conduit au 1^{er} janvier 2005 à la réduction des intérêts minoritaires et à la constatation d'une dette envers Mannesmannröhren-Werke (431 millions d'euros) qui traduisait l'option d'achat par Vallourec des 45 % de V & M Tubes (clause de changement de contrôle de l'accord de co-entreprises signé en 1997).

L'acquisition par Vallourec le 23 juin 2005 des intérêts minoritaires dans V & M Tubes, a mis fin à cette option d'achat. La réalisation de cette opération d'acquisition a été constatée à la date de transfert juridique des titres au bilan. En raison de la proximité de cette date avec le 30 Juin, les intérêts minoritaires achetés ont été intégrés dans le résultat du groupe Vallourec à compter du 1^{er} juillet 2005.

Si l'acquisition avait été effective au 1^{er} janvier 2005, le résultat net part du Groupe Vallourec aurait été de 576,7 millions d'euros en 2005 au lieu de 473,0 millions d'euros pour un résultat net de l'ensemble consolidé quasiment inchangé.

— Ecart d'acquisition des 45 % de V & M Tubes et ses filiales

Vallourec a retenu comme option d'imputer cet écart en réduction des capitaux propres (1,5 millions d'euros).

Aucune réévaluation de la quote-part des actifs et passifs acquis lors de ces opérations n'a été réalisée.

— Cession de 10 % de HKM :

La cession par Vallourec de 10 % de HKM a dégagé une plus-value consolidée de 5,9 Millions d'euros.

— En juillet 2005, la société V & M Changzhou Co LTD, filiale de V & M Tubes, a été créée pour investir dans une nouvelle construction d'usine en Chine, spécialisée dans la finition à froid de tubes en acier allié sans soudure de grands diamètre pour centrales électriques produits en Allemagne. Le démarrage est prévu au 1^{er} semestre 2006.

— Le 30 septembre 2005, la société Omsco Inc. (Etats-Unis), filiale de V & M Holdings Inc. (Etats-Unis), a été créée afin d'acquérir la division Omsco de ShawCor Ltd (Canada), basée à Houston et spécialisée dans la fabrication des tubes de forage en acier adaptés aux besoins de l'industrie du pétrole et du gaz, incluant des tiges de forage, des tiges lourdes (« heavy weight drill pipe » et « drill collars ») ainsi que d'autres accessoires de forage.

Le prix d'acquisition est de 120 millions de dollars. Après évaluation à leur juste valeur des actifs d'Omsco par voie d'expertise indépendante, un écart d'acquisition a été comptabilisé pour un montant de 45,2 millions de dollars US. Cet écart reflète l'opportunité unique de renforcer la présence du Groupe sur le marché à forte valeur ajoutée des tubes de forage, notamment en Amérique du Nord.

Omsco Inc. a contribué au chiffre d'affaires consolidé sur la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 2005, pour 33,3 millions de dollars, le chiffre d'affaires reconstitué en 2005 s'élevant à 107,6 millions de dollars.

(1) L'acquisition par Vallourec des 45 % de V & M Tubes a rendu caduc l'accord de co-entreprise signé entre Vallourec et Mannesmannröhren-Werke GmbH en 1997, en particulier sur les clauses sur le changement de contrôle (cf. Chapitre 5 note 33 du rapport annuel 2004.)

2006 :

— L'acquisition le 21 mars 2006 par V & M Tubes de la société SMFI (Société Matériel de Forage International), implantée à Cosne-sur-Loire, en France. SMFI (60 millions de chiffre d'affaires annuel) vient compléter l'activité produits de forage du Groupe.

— L'acquisition le 5 avril 2006 par Valtimet de 75 % de la société CST Ltd, rebaptisée CST Valinox Ltd située à Hyderabad en Inde. La société est spécialisée dans les tubes pour circuits de refroidissement de centrales électriques destinés au marché indien.

— La cession le 10 mai 2006 de Spécitubes, leader européen des tubes destinés à l'aéronautique à la société allemande Pfalz-Flugzeugwerke GmbH. La société emploie environ 160 personnes et réalise un chiffre d'affaires supérieur à 25 millions d'euros.

— La cession le 23 mai 2006 d'Escofier Technologie à un groupe de cadres de la société. La société réalise un chiffre d'affaires de 9 millions d'euros dans le domaine ultra spécialisé de la conception et de la fabrication de machines et d'outillage pour le formage à froid de révolution.

— Le 28 septembre 2006, Vallourec a annoncé sa décision de construire à Changzhou, en Chine une usine de filetage de tubes en acier sans soudure pour l'équipement de puits de pétrole et gaz (casing et tubing), le démarrage est prévu mi 2007. L'usine sera exploitée par la société nouvellement créée VAM Changzhou Oil & Gas Premium Equipments Co, Ltd filiale contrôlée à 100 % par V & M Tubes.

— Cession le 22 décembre 2006 de Cerec, numéro un français de l'emboutissage et du formage des fonds en acier, à la société Eureka Metal Srl, filiale du groupe familial italien Calvi Holding Srl. Cerec emploie 140 salariés en France. Son chiffre d'affaires annuel est de 30 millions d'euros.

— Acquisition le 28 décembre 2006 de la participation de 43,7 % dans Valtimet à Timet (groupe américain) pour 75 millions de dollars US. Valtimet est une co-entreprise créée en 1997 et contrôlée à 51,3 % par Vallourec. La participation de Vallourec dans Valtimet est ainsi portée à 95 % du capital, les 5 % restant étant détenus par Sumitomo Corp. et Sumitomo Metal Industries, partenaires de longue date de Vallourec. L'écart d'acquisition dégagé lors de cette opération (29 millions d'euros) a été imputé en réduction des capitaux propres (paragraphe 2.8).

— Le 31 décembre 2006 a été finalisée la restructuration interne du groupe Vallourec visant à rationaliser l'organisation et l'organigramme après les opérations ayant permis à Vallourec de détenir la totalité des titres de V&M Tubes et qui a consisté en :

— L'apport par Setval de ses activités exercées au CEV (Centre d'Etudes de Vallourec) situé à Aulnoye-Aymeries (Nord) et au CTIV (Centre de Traitement Informatique de Vallourec) situé à Saint-Saulve (Nord) à V&M France avec effet rétroactif au 1er janvier 2006;

— La fusion de Setval et de ValTubes avec V&M Tubes avec effet rétroactif au 1er janvier 2006.

Ces changements de périmètre n'ont pas eu d'impact significatif sur les données consolidées du Groupe.

Le 13 décembre 2006, Vallourec a annoncé l'accord préliminaire concernant la cession à Salzgitter de sa filiale VPE (Vallourec Précision Etirage) et de l'usine de tubes laminés à chaud de Zeithain (Saxe). Sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires, cette cession pourrait être finalisée fin mai. L'impact sur le chiffre d'affaires consolidé 2007 du Groupe serait une baisse d'environ 115 millions d'euros.

Les actifs et passifs concernés ont été présentés distinctement en actifs et passifs destinés à être cédés au bilan (paragraphe 2.12).

C. Notes aux états financiers.

(En milliers d'euros - M€.)

Note 1. Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition.

	Concessions, brevets, licences et autres droits	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles	Ecarts d'acquisition
Valeurs brutes				

Au 01/01/2004	25 895	11 540	37 435	50 084
Acquisitions	1 441	1 179	2 620	
Cessions	-724	-34	-758	
Effet des variations de change	-381	-392	-773	-2 769
Autres variations	400	-5	395	21
Au 31/12/2004	26 631	12 288	38 919	47 336
Acquisitions	1 486	2 808	4 294	
Acquisitions par Omsco Inc.	1 014	8 809	9 823	38 064
Cessions	-566	-17	-583	
Effet des variations de change	1 672	853	2 525	5 735
Autres variations	416	167	583	-117
Au 31/12/2005	30 653	24 908	55 561	91 018
Acquisitions	1 630	1 138	2 768	
Cessions		-18	-18	
Effet des variations de change	-579	-1 656	-2 235	-8 306
Variations de périmètre	2 788	5 655	8 443	4 967
Autres variations	511	-725	-214	-367
Au 31/12/2006	35 003	29 302	64 305	87 312
Amortissements et pertes de valeur				
Au 01/01/2004	-17 007	-7 872	-24 879	
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice	-2 741	-1 825	-4 566	
Pertes de valeur (dotations nettes de reprises)	132		132	
Cessions	629	34	663	
Effet des variation de change	257	338	595	
Autres variations	-7	-8	-15	
Au 31/12/2004	-18 737	-9 333	-28 070	
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice	-2 765	-2 312	-5 077	
Pertes de valeur (dotations nettes de reprises)	21		21	
Cessions	566	17	583	
Effet des variation de change	-1 229	-654	-1 883	
Autres variations	101	-35	66	
Au 31/12/2005	-22 043	-12 317	-34 360	
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice	-3 050	-8 724	-11 774	
Pertes de valeur (dotations nettes de reprises)	21		21	
Cessions				
Effet des variation de change	355	711	1 066	
Variations de périmètre	103	383	486	
Autres variations	184	558	742	
Au 31/12/2006	-24 430	-19 389	-43 819	
Valeurs nettes				
Au 31/12/2004	7 894	2 955	10 849	47 336
Au 31/12/2005	8 610	12 591	21 201	91 018
Au 31/12/2006	10 573	9 913	20 486	87 312

Immobilisations incorporelles : elles comprennent principalement :

— Le droit pour V & M Tubes de bénéficier du contrat d'approvisionnement en ronds à tubes produits par HKM. Ce droit a été immobilisé en 1997 pour un montant de 12 381 m€. Il est amorti sur la durée du contrat (12 ans). La valeur résiduelle de ce droit s'élève à 2 836 m€ au 31 décembre 2006 (respectivement 3 868 m€ au 31 décembre 2005 et 4 900 m€ au 31 décembre 2004).

— Les actifs incorporels valorisés par voie d'expertise indépendante lors de l'acquisition des actifs par la société Omsco Inc. intervenue le 1er octobre 2005 s'élevaient à 9 823 m€. Ils sont amortis sur une durée maximale de 10 ans.

— En 2006, les variations de périmètre de 8 443 m€ correspondent principalement à l'acquisition des actifs de la société SMFI intervenue le 21 mars 2006.

Ecarts d'acquisition : analyse des valeurs nettes :

Unité génératrice de trésorerie (UGT) (cf. § 2.10 Principes de consolidation)	V&M do Brasil	V&M North America		
Entités :	V&M do Brasil	V&M Star	Omsco Inc.	V&M USA
Date d'acquisition :	2000	2002	2005	
Au 31/12/2004	2 918	34 258	n/a	1 032
Au 31/12/2005	2 918	39 555	38 350	1 067
Au 31/12/2006	2 918	35 430	34 002	956

Unité génératrice de trésorerie (UGT) (cf. § 2.10 Principes de consolidation)	Speciality products	V&M Europe		
Entités :	CST	V&M Deutschland GmbH	SMFI	Total
Date d'acquisition :	2006	1997	2006	
Au 31/12/2004	n/a	9 128	n/a	47 336
Au 31/12/2005	n/a	9 128	n/a	91 018
Au 31/12/2006	1 666	9 128	3 212	87 312

La totalité des prix d'acquisition ont fait l'objet de paiement en trésorerie en 2004, 2005 et 2006.

Les écarts d'acquisition des sociétés SMFI et CST représentent la différence constatée entre le prix d'acquisition et la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs identifiables. La révision, dans le délai d'un an après l'acquisition, de l'estimation de la provision pour risques environnementaux de la société SMFI a réduit l'écart d'acquisition constaté à l'origine.

Les écarts d'acquisition sont testés au niveau des UGT (unités génératrices de trésorerie) telles que définies dans la configuration et l'organisation actuelle du Groupe. Les tests de dépréciation et la détermination de la valeur d'utilité des UGT sont effectués selon la méthode DCF "discounted cash flows" (cf. paragraphe 2.10 des principes et méthodes comptables).

Les principaux écarts d'acquisition (V & M Star et Omsco Inc.) figurent dans les actifs incorporels des sociétés américaines. Les variations de valeur en euros des écarts d'acquisition sont dues aux variations des cours de change Euro/USD. Au 31 décembre 2006, leur valeur comptable a fait l'objet d'une comparaison avec sa valeur d'utilité définie comme la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, issus des dernières prévisions sur une période de 5 ans. Celles-ci ont été établies en tenant compte des variations cycliques affectant à la fois les prix de vente, les volumes et les coûts des matières premières. L'extrapolation des prévisions de la dernière année, projetée à l'infini, a été déterminée en appliquant un taux de croissance de 1 %, taux identique à celui retenu pour la réalisation des tests de l'exercice précédent. L'actualisation a été réalisée à un taux correspondant au coût moyen pondéré du capital du Groupe, intégrant une prime de risque du marché et une prime de risque spécifique du secteur. Un taux de 9 % a été retenu en 2006 (8,6 % en 2005 et 9% en 2004).

La comparaison des valeurs comptables des actifs comptables des UGT, avec les flux de trésorerie actualisés correspondants, calculés en utilisant ces hypothèses, n'a abouti à aucune dépréciation des écarts d'acquisition au 31 décembre 2006.

Note 2 — Immobilisations corporelles.

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages industriels	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total

Valeurs brutes						
Au 01/01/2004	49 921	187 542	974 871	23 102	80 426	1 315 862
Acquisitions	67	2 473	42 133	49 070	6 763	100 506
Cessions	-1 043	-1 504	-21 798	-584	-2 380	-27 309
Effet des variations de change	-473	-2 720	-15 764	-237	-1 313	-20 507
Autres variations	-249	4 609	24 403	-32 560	1 739	-2 058
Au 31/12/2004	48 223	190 400	1 003 845	38 791	85 235	1 366 494
Acquisitions	6 101	6 611	90 593	64 328	20 491	188 124
Acquisitions par Omsco Inc.	241	2 572	16 574	179	305	19 872
Cessions	-180	-4 096	-16 808		-5 035	-26 119
Effet des variations de change	7 868	10 400	67 882	9 473	11 719	107 342
Variations de périmètre	-632	-2 787	-9 420	-35	-632	-13 506
Autres variations	-91	4 145	70 057	-43 997	-2 450	27 664
Au 31/12/2005	61 530	207 245	1 222 723	68 739	109 633	1 669 871
Acquisitions	2 512	8 512	91 476	140 121	39 779	282 400
Cessions	-220	-193	-18 308	-10	-1 138	-19 869
Effet des variations de change	-1 638	-5 523	-33 574	-2 800	-3 389	-46 924
Variations de périmètre	-107	-4 550	-22 468	483	-1 405	-28 047
Transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11)	-3 987	-23 185	-131 826	-2 599	-8 576	-170 173
Autres variations	203	26 862	82 140	-103 090	-6 759	-644
Au 31/12/2006	58 293	209 168	1 190 163	100 844	128 145	1 666 614
Amortissements et pertes de valeur						
Au 01/01/2004	-6 908	-78 902	-451 697	-573	-37 541	-575 621
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice		-8 197	-66 045		-8 339	-82 581
Pertes de valeur	-1 900	-539	-1 255	-70	-4	-3 768
Reprises de pertes de valeur			583	603	160	1 346
Cessions	88	1 388	17 121		2 265	20 862
Effet des variations de change	70	666	3 569		479	4 784
Autres variations	343	-754	1 999		406	1 994
Au 31/12/2004	-8 307	-86 338	-495 725	-40	-42 574	-632 984
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice		-8 449	-75 477		-7 999	-91 925
Pertes de valeur	-2 217		-765			-2 982
Reprises de pertes de valeur			865	48		913
Cessions		1 935	12 475		1 529	15 939
Effet des variations de change	-2 177	-3 095	-21 292	-3	-2 457	-29 024
Variations de périmètre		465	4 136		424	5 025
Autres variations	124	-832	-17 978	-97	3 868	-14 915
Au 31/12/2005	-12 577	-96 314	-593 761	-92	-47 209	-749 953
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice	-2 321	-9 188	-82 046		-9 000	-102 555
Pertes de valeur			-1 529	9		-1 520
Reprises de pertes de valeur						
Cessions		136	11 094		887	12 117
Effet des variations de	486	1 402	9 338	2	908	12 136

change						
Variations de périmètre	32	4 240	18 217		1 337	23 826
Transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11)	193	15 941	93 804		6 303	116 241
Autres variations	1		-164		-21	-184
Au 31/12/2006	-14 186	-83 783	-545 047	-81	-46 795	-689 892
Valeurs nettes						
Au 31/12/2004	39 916	104 062	508 120	38 751	42 661	733 510
Au 31/12/2005	48 953	110 931	628 962	68 647	62 424	919 918
Au 31/12/2006	44 107	125 385	645 116	100 763	81 350	996 722

En 2005, les variations de périmètre concernent la cession des sociétés Vallourec do Brasil et Vallourec Argentina.

En 2006, les variations de périmètre concernent les cessions des sociétés Escofier Technologie, Spécitubes et Cerec ainsi que l'acquisition des participations dans les sociétés SMFI et CST Valinox Ltd.

Investissements :

Investissements industriels (incorporels et corporels)	2004	2005	2006
Europe	56 327	96 946	156 956
Amérique du Nord et Mexique	8 382	44 777	42 676
Amérique du Sud	36 809	73 867	59 192
Asie	1 608	6 523	26 344
Total	103 126	222 113	285 168

Les projets d'investissements les plus importants en cours de réalisation ou terminés ont été les suivants :

2004 :

En Europe les investissements destinés à augmenter la capacité de production de gros tubes chaudières se sont poursuivis, en particulier chez V & M Deutschland qui en plus de nouveaux moyens de production dans la continuité de 2003, a renforcé ses moyens de manutentions et de stockages internes et a augmenté ses capacités en finition pour répondre au marché chinois. Par ailleurs V & M France a augmenté sa capacité de production de l'aciérie de St Saulve par l'investissement d'installations destinées au cooling system et Pyrejet.

Dans le secteur de l'automobile, Vallourec Composants Automobiles Vitry a réalisé d'autres investissements destinés à fabriquer des prolonges de berceau pour les modèles remplaçants Citroen Xsara et Peugeot 206. Cette pièce est conçue pour renforcer la sécurité de l'habitacle du véhicule dans le cas de chocs frontaux.

En fin d'année 2003, V & M do Brasil a engagé un grand projet d'augmentation de capacité de production de tubes laminés. L'usine brésilienne a installé en 2004 un nouveau four de chauffe des billettes et a engagé les modifications de ses installations existantes de laminage et de finition. Ces nouvelles installations ont été opérationnelles fin 2005.

Chez V & M Florestal, le programme de plantation des clones d'eucalyptus à haute productivité a augmenté et ainsi doit contribuer à mieux faire face au besoin de charbon de bois à partir de 2012 .

Changzhou Valinox Greatwall a augmenté ses capacités de production de tubes de condenseurs inox pour les centrales thermiques et après les investissements de 2003 a installé en septembre 2004 deux nouvelles lignes de soudage dont la mise en route a eu lieu en octobre ainsi qu'une nouvelle cintreuse. Un hall a été construit pour recevoir ces nouveaux moyens.

D'une manière plus générale le Groupe a continué d'investir dans le but de maintenir l'outil et aussi d'améliorer les performances des moyens de process.

2005 :

Dans le secteur d'activité V & M Tubes, les investissements destinés à augmenter les capacités de production ont été réalisés au Brésil en 2005 avec la poursuite des modifications des installations

existantes de laminage et de finition démarrées l'année précédente. D'importants moyens ont par ailleurs été affectés aux installations de finitions de tubes destinés au marché de l'énergie et du pétrole. Ainsi, la demande du marché chinois en tubes pour chaudières a conduit le Groupe à décider l'implantation d'une usine dans l'est de la Chine et de mettre en place les moyens de fabrication pour la finition de ces produits. Cet investissement se situe dans la continuité des activités de V & M Deutschland. Les travaux de génie civil ont commencé en décembre 2005.

Dans le domaine des aciers inox, la capacité de production de tubes condenseurs a été augmentée en Chine.

Les investissements de renouvellement et de maintenance des grosses installations se sont poursuivis en visant une disponibilité des installations en période de forte activité.

2006 :

Les investissements les plus importants en 2006 concernent les augmentations de capacité des équipements de traitement thermique et les augmentations de capacité de production des produits filetés destinés au marché de l'énergie.

En France, V & M France a engagé un important projet de modernisation de la coulée continue, augmentant par ailleurs la capacité sans arrêt de la production.

Un équipement de traitement thermique est en cours d'installation en Allemagne, celui-ci est dédié au marché pétrole et gaz, en particulier aux casing et line pipe.

D'importants moyens ont été affectés aux Etats-Unis où V & M Star a installé des fours de traitement thermique, ainsi qu'un banc hydrotester.

Le projet de construction d'une usine de filetage et de finition pour tubes pétrole et gaz à Changzhou, en Chine, a été lancé. Le bâtiment est en cours de construction et les équipements en commande. Le démarrage de la production est prévue mi 2007.

Dans le domaine des tubes étirés, la division Auto et Industrie s'est dotée de moyens nouveaux pour répondre à la demande du marché et produire des pièces "air bag" et des pièces "Add-on" destinées à un constructeur automobile français.

Par ailleurs, il convient de noter que le Groupe a poursuivi le remplacement de machines anciennes devenues incapables de répondre aux nouvelles normes demandées par les clients et dont les coûts de maintenance et d'exploitation sont élevés, une large part des dépenses concerne ainsi la modernisation des moyens de fabrication et l'amélioration de la productivité en général.

Tests de dépréciation :

Dans le cas particulier de la première adoption des IFRS, et compte-tenu de l'incidence positive sur les capitaux propres du bilan d'ouverture en IFRS au 1er janvier 2004, des modifications de plans d'amortissement (cf. annexe des comptes IFRS 2005 - chapitre D), des tests d'impairment ont été réalisés au niveau des principales entités de reporting (entités juridiques), soit le niveau le plus fin auquel des prévisions de trésorerie sont établies, afin de tester la valeur recouvrable des différents actifs corporels et incorporels (hors goodwill) constituant l'outil de production. Les seules exceptions ont concerné le regroupement des entités suivantes :

— HKM et V & M Deutschland dont les cash flows sont indissociables ;

— V & M do Brasil, V & M Mineração, V & M Florestal dont les cash flows sont fortement intégrés.

Concernant les tests de dépréciation des écarts d'acquisition, se reporter à la Note 1.

Les tests de dépréciation n'ont mis en évidence aucune perte de valeur significative en 2004, 2005 ou en 2006.

Actifs biologiques :

La filiale brésilienne V & M Florestal exploite des forêts d'eucalyptus servant à produire le charbon de bois utilisé dans les hauts fourneaux de V & M do Brasil.

Au 31 décembre 2006, la société exploitait environ 177 413 hectares d'eucalyptus contre 177 076 hectares au 31 décembre 2005 et 185 550 au 31 décembre 2004.

En l'absence de marché de référence pour V & M Florestal qui est totalement intégrée au cycle de production de V & M do Brasil, son principal client, l'évaluation à la juste valeur prescrite par IAS 41 "Agriculture" n'est pas appropriée. Dans de telles conditions et conformément aux dérogations prévues par l'IAS 41, la forêt est inscrite dans les comptes consolidés à sa juste valeur à la date d'acquisition.

Au 31 décembre 2006, les actifs biologiques figurent dans les "autres immobilisations corporelles" pour 16,8 millions d'euros ; le chiffre d'affaires de V & M Florestal s'élève à 34,8 millions d'euros en 2006.

Contrats de location :

Les montants activés au titre des contrats de location financement sont non significatifs pour le Groupe en 2004, 2005 et 2006.

Note 3 — Titres mis en équivalence.

Les principales sociétés mises en équivalence (valeur comptable supérieure à 10 millions d'euros) sont listées ci-dessous.

	HKM Allemagne	PTCitraTubindo Indonésie	Autres	Total
Au 01/01/2004	37 583	11 806	2 040	51 429
Augmentation de capital			2 096	2 096
Effet des variations de change		-829	-113	-942
Dividendes versés	-12	-489	-295	-796
Contribution au résultat de la période	-31	211	117	297
Autres variations			-29	-29
Au 31/12/2004	37 540	10 699	3 816	52 055
Variation de périmètre	-11 264		5	-11 259
Augmentation de capital			3 784	3 784
Effet des variations de change		1 713	1 161	2 874
Dividendes versés	-17	-410		-427
Contribution au résultat de la période	-1 267	1 322	1 107	1 162
Autres variations			2	2
Au 31/12/2005	24 992	13 324	9 875	48 191
Variation de périmètre			4 566	4 566
Augmentation de capital				
Effet des variations de change		-1 557	-449	-2 006
Dividendes versés	-6	-1 104	-511	-1 621
Contribution au résultat de la période	-24	4 400	1 492	5 868
Autres variations				
Au 31/12/2006	24 962	15 063	14 973	54 998

En 2006, les variations de périmètre concernent l'acquisition de 4% complémentaire dans la société Tubos Soldados Atlântico qui a dégagé un écart d'acquisition de 1 576 m€ et la souscription au capital de la société Xian Baotimet Valinox Tubes (cf. paragraphe B - Périmètre de consolidation).

La variation de périmètre en 2005 provient de la cession des 10 % de participation dans HKM. Les augmentations de capital ont bénéficié aux sociétés nouvellement créées Poongsan Valinox en 2004 et Tubos Soldados Atlântico en 2005.

La contribution au résultat consolidé de la société HKM de -1 267 m€ en 2005 diffère de la quote part d'intérêts correspondante du résultat social, du fait de la variation des pourcentages d'intérêt de Vallourec en 2005 (30 % au premier semestre et 20% au second semestre).

Principales données sociales (Milliers d'euros)		Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat Net
PTCitraTubindo - Indonésie	2006	60 251	178 019	16 403
	2005	53 708	84 640	3 638
	2004	42 863	47 548	773
HKM - Allemagne	2006	124 810	1 863 875	25
	2005	124 958	1 924 236	30
	2004	125 132	1 627 341	55

La contribution au résultat des sociétés mises en équivalence est la suivante :

	2004	2005	2006
PTCitra Tubindo	211	1 322	4 400
Pacific Tubular Ltd	209	-42	74
HKM	-32	-1 267	-24
Poongsan Valinox	-91	834	2 425
Tubos Soldados Atlanticos	n/a	315	-833
Xi'an Baotimet Valinox Tubes	n/a	n/a	-174
Total	297	1 162	5 868

Le cours de bourse de l'action de la société PT Citra Tubindo s'élève à 17 000 roupies indonésiennes au 31 décembre 2006 ce qui conduit à une évaluation de la quote-part détenue par le Groupe de 28,7 millions d'euros.

Note 4 — Autres actifs non courants.

	Autres titres de participation	Prêts	Autres immobilisations financières	Total
Au 01/01/2004	2 736	16 184	19 098	38 018
Valeur brute	15 178	15 791	16 460	47 429
Provisions	-12 407	-1 332	-158	-13 897
Au 31/12/2004	2 771	14 459	16 302	33 532
Valeur brute	5 155	11 146	19 301	35 602
Provisions	-2 674	-1 232	-202	-4 108
Au 31/12/2005	2 481	9 914	19 099	31 494
Valeur brute (*)	5 561	7 985	29 886	43 432
Provisions	-2 909	-1 032	-22	-3 963
Au 31/12/2006 (*)	2 652	6 953	29 864	39 469
(*)Après transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11) de :	-20	-992	-48	-1 060

Les prêts sont constitués principalement par les prêts long-terme de participation à l'effort de construction. La diminution de ces prêts entre 2004 et 2005 résulte du changement de méthode d'évaluation lié à l'application de l'IAS 39 Instruments financiers à partir du 1/01/2005. Ces prêts sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliqué aux flux de trésorerie attendus jusqu'à la date d'échéance des prêts. Au 31 décembre 2006, le taux retenu s'élève à 3,68 % (contre 3,5 % au 31 décembre 2005 et 4 % au 1er janvier 2005). La diminution, en 2006, est la conséquence du

remboursement des prêts échus , la contribution à l'effort de construction ayant été réalisée, cette année, sous forme de subvention.

Les autres immobilisations financières sont constituées principalement par des dépôts et cautionnements rémunérés versés dans le cadre de contentieux fiscaux au Brésil (15 millions d'euros au 31 décembre 2005 et 16 millions d'euros au 31 décembre 2006 voir aussi Note 16) et de créances fiscales à plus d'un an également au Brésil (10 millions d'euros en 2006).

Echéances des autres actifs non courants	Entre 1 et 5 ans	5 ans et plus	Total
Valeurs brutes au 31/12/2004			
Prêts	6 459	9 332	15 791
Autres titres de participation	144	15 034	15 178
Autres immobilisations financières	13 952	2 508	16 460
Total	20 555	26 874	47 429
Valeurs brutes au 31/12/2005			
Prêts	4 274	6 872	11 146
Autres titres de participation	188	4 967	5 155
Autres immobilisations financières	16 274	3 027	19 301
Total	20 736	14 866	35 602
Valeurs brutes au 31/12/2006			
Prêts	3 369	4 616	7 985
Autres titres de participation	174	5 387	5 561
Autres immobilisations financières	26 081	3 805	29 886
Total	29 624	13 808	43 432

Note 5 — Impôts différés.

Les principales bases de calcul des impôts différés sont :

- récurrent : les provisions pour congés payés, contribution sociale de solidarité ;
- non récurrent : les provisions réglementées annulées, la participation des salariés, les provisions pour risques et charges non déductibles fiscalement ainsi que les retraitements d'homogénéisation des comptes sociaux ou de consolidation ;
- récurrent long terme : les provisions pour engagements en matière de retraites non déductibles fiscalement.

Sont constatés selon la méthode du report variable :

- les impôts différés actifs long-terme (provisions pour retraite des sociétés françaises), les impôts différés actifs sur éléments récurrents (provision pour congés payés, ...) qui présentent une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible ;
- les dettes d'impôts différés ;
- les passifs d'impôts résultant des décalages dans le traitement des provisions pour dépréciation des titres entre les groupes fiscaux et la consolidation ;
- les déficits reportables ne sont activés que pour les sociétés et les groupes fiscaux qui présentent une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible.

Les taux utilisés sont les taux de recouvrement connus à la date d'arrêté des comptes.

Les montants d'impôts différés, par entité fiscale, sont présentés en nets au bilan soit à l'actif soit au passif.

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %. La loi sur le financement de la Sécurité sociale n°99-1140 du 28 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition égal à 3,3 % de l'impôt de base dû; pour les sociétés françaises, le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1 %. La loi de finances n°2004-1484 du 30 décembre 2004 a décidé la disparition progressive de la contribution additionnelle qui était fixée depuis 2002 à 3 % de l'impôt de base dû. Elle est passée à 1,5 % au 1er janvier 2005 et a été supprimée en 2006.

La loi de finances rectificative n°2004-1485 du 30 décembre 2004 a décidé :

- la diminution de la taxation de toutes les plus et moins values à long terme de 19 % à 15 % à compter de 2005 ;
- la disparition progressive de la taxation des plus values nettes à long terme réalisées sur la cession des titres de participation. Cette taxation a été ramenée à 8 % en 2006 et supprimée à compter de 2007.

En conséquence, les taux d'imposition différée retenus pour les sociétés françaises en 2006 sont de 34,43 % pour les taxations courantes et 0 % pour les plus ou moins values à long terme.

Les taux d'imposition différée retenus en 2006 sont de 39,9 % pour l'Allemagne, 34 % pour le Brésil et entre 36 % et 39,8 % pour les Etats-Unis.

La provenance des impôts différés actifs et passifs est la suivante :

Au 31/12/04	Actifs	Passifs	Net Impôts différés passif
Immobilisations	-	78 303	
Autres actifs et passifs	796	-	
Stocks	7 975	-	
Engagements envers le personnel	28 852	-	
Solde net	37 623	78 303	40 680
Activation des déficits ordinaires	19 408	-	-19 408
Total	57 031	78 303	21 272

Au 31/12/05	Actifs	Passifs	Net Impôts différés passif
Immobilisations	-	94 299	
Autres actifs et passifs	549	-	
Stocks	21 345	-	
Engagements envers le personnel	25 782	-	
Instruments dérivés	35 085	-	
Solde net	82 761	94 299	11 538
Activation des déficits ordinaires	3 387	-	-3 387
Total	86 148	94 299	8 151

Au 31/12/06	Actifs	Passifs	Net Impôts différés passif
Immobilisations		100 522	
Autres actifs et passifs	9 546		
Stocks	41 000		
Engagements envers le personnel	21 986		
Instruments dérivés		29 371	
Solde net	72 532	129 893	57 361
Activation des déficits ordinaires	1 564		-1 564
Total	74 096	129 893	55 797

Les impôts différés du Groupe au 31 décembre 2005 et au 31 décembre 2006 s'analysent comme suit :

Au 31/12/04	Valeur brute	Impôt différé correspondant	Impôt différé reconnu	Impôt différé non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	66 937	24 178	19 408	4 770
Autres crédits d'impôts (moins-values à long terme)	27 885	5 552	-	5 552
Autres actifs d'impôts	62 467	21 089	15 673	5 416
Reclassement position passif net	-	-	-17 406	-
Total actifs d'impôts	-	50 819	17 675	15 738
Passifs d'impôts	-157 052	-56 353	-56 353	-

Reclassement position actif net	-		17 406	-
Total passifs d'impôts		-56 353	-38 947	-
Total			-21 272	15 738

Au 31/12/05	Valeur brute	Impôt différé correspondant	Impôt différé reconnu	Impôt différé non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	16 349	3 443	3 387	56
Autres crédits d'impôts (moins-values à long terme)	10 038	1 578		1 578
Autres actifs d'impôts	115 715	41 707	41 707	-
Total actifs d'impôts	142 102	46 728	45 094	1 634
Passifs d'impôts	-154 487	-53 245	-53 245	-
Total passifs d'impôts		-53 245	-53 245	
Total			-8 151	1 634

Au 31/12/06	Valeur brute	Impôt différé correspondant	Impôt différé reconnu	Impôt différé non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	8 547	1 767	1 564	203
Autres crédits d'impôts (moins-values à long terme)				
Autres actifs d'impôts	287 655	102 651	102 651	
Total actifs d'impôts	296 202	104 418	104 215	203
Passifs d'impôts	445 401	-160 012	-160 012	
Total passifs d'impôts		-160 012	-160 012	
Total			-55 797	203

Les reports fiscaux déficitaires en 2006 concernent principalement la filiale V & M florestal et se décomposent en 6,6 millions de reals de reports fiscaux déficitaires imposables à 9 % et 15,3 millions de reals de reports fiscaux déficitaires imposables à 25 %.

Les variations d'impôts différés se décomposent comme suit :

Passif net d'impôt	2004	2005	2006
Solde au 1er janvier	17 872	21 272	8 151
Effet des variations de taux change	-743	-1 518	-2 186
Comptabilisé en résultat	4 143	10 576	4 943
Comptabilisé dans les réserves		-22 929	49 227
Variation de périmètre et autres		750	1 948
Transfert en passifs destinés à être cédés (Note 11)	-	-	-6 286
Solde au 31 décembre	21 272	8 151	55 797

	Matières premières et marchandises	Produits en cours de production	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeurs brutes				
Au 01/01/2004	240 436	154 227	138 466	533 129
Variations de stocks enregistrées en compte de résultat	73 370	20 403	44 656	138 429
Effet des variations de change	-2 594	-2 671	-2 303	-7 568
Autres variations	1 056	-15	13	1 054
Au 31/12/2004	312 268	171 944	180 832	665 044
Variations de stocks enregistrées en compte de résultat	81 830	78 110	62 616	222 556
Acquisitions par Omsco Inc.	22 601	5 631	1 423	29 655
Autres variations de périmètre	-6 725	-151	-501	-7 377
Effet des variations de change	16 141	7 535	16 643	40 319
Autres variations	-30 538			-30 538
Au 31/12/2005	395 577	263 069	261 013	919 659
Variations de stocks enregistrées en compte de résultat	68 068	76 469	114 735	259 272
Variations de périmètre	1 850	-1 303	4 780	5 327
Effet des variations de change	-9 190	-6 103	-8 895	-24 188
Transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11)	-29 360	-14 630	-13 321	-57 311
Autres variations	9 629	-14 120	3 413	-1 078
Au 31/12/2006	436 574	303 382	361 725	1 101 681
Dépréciation				
Au 01/01/2004	-58 394	-8 894	-7 686	-74 974
Effet des variations de change	130	8	60	198
Dotations	-7 198	-1 445	-3 423	-12 066
Reprises	6 626	5 397	3 277	15 300
Autres variations	-350		352	2
Au 31/12/2004	-59 186	-4 934	-7 420	-71 540
Effet des variations de change	-977	-110	-590	-1 677
Dotations	-6 432	-4 000	-5 047	-15 479
Reprises	9 614	907	2 339	12 860
Autres variations	17 348			17 348
Au 31/12/2005	-39 633	-8 137	-10 718	-58 488
Effet des variations de change	347	49	181	577
Dotations	-11 180	-983	-10 945	-23 108
Reprises	7 551	2 190	4 375	14 116
Variations de périmètre	314	72	217	603
Transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11)	2 217	738	558	3 513
Autres variations	353	321	-293	381
Au 31/12/2006	-40 031	-5 750	-16 625	-62 406
Valeurs nettes				
Au 31/12/2004	253 082	167 010	173 412	593 504
Au 31/12/2005	355 944	254 932	250 295	861 171
Au 31/12/2006	396 543	297 632	345 100	1 039 275

En 2005, les "Autres variations" représentent le montant des stocks reclassés en immobilisations corporelles selon IAS16 (valeur brute 30 millions d'euros et provision 17 millions d'euros).

Note 7 — Clients et comptes rattachés.

	Avances et acomptes versés sur commandes	Créances clients et comptes rattachés (brut) (*)	Provisions pour dépréciation	Total
Au 01/01/2004	2 865	474 378	-18 045	459 198
Effet des variations de change	-5	-6 809	86	-6 728
Variations des valeurs brutes	1 444	187 042	-	188 486
Dotations aux provisions	-	-	-3 084	-3 084
Reprises de provisions	-	-	2 002	2 002
Au 31/12/2004	4 304	654 611	-19 041	639 874
Incidence IAS 32/39	-	-21 999	-	-21 999
Acquisitions par Omsco Inc.	61	11 742	-	11 803
Autres variations de périmètre	-221	-5 632	33	-5 820
Effet des variations de change	662	46 198	-423	46 437
Variations des valeurs brutes	3 301	226 867	-	230 168
Dotations aux provisions	-	-	-3 677	-3 677
Reprises de provisions	-	-	9 392	9 392
Au 31/12/2005	8 107	911 787	-13 716	906 178
Variations de périmètre	160	-355	280	85
Effet des variations de change	-227	-22 150	169	-22 208
Variations des valeurs brutes	4 090	163 626	2	167 718
Dotations aux provisions	-	-	-2 457	-2 457
Reprises de provisions	-	-	4 126	4 126
Transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11)	-	-50 926	212	-50 714
Au 31/12/2006	12 130	1 001 982	-11 384	1 002 728

(*) sur les modalités de comptabilisation et d'évaluation cf. principes et méthodes comptables paragraphe 2.17.1.

En 2005 et 2006, l'augmentation des postes "Clients et comptes rattachés" et "Avances et acomptes versés sur commandes" est en ligne avec la croissance de l'activité du Groupe. Les reprises de provisions concernent essentiellement des créances devenues irrécouvrables dans l'exercice et des réévaluations des provisions.

Note 8 — Instruments financiers.

Actifs et passifs financiers :

Les actifs et passifs financiers du bilan sont présentés et évalués selon les différentes catégories conformes à la norme IAS 39.

Incidence des normes IAS 32 et 39 sur les capitaux propres et le résultat :

Comme précisé au paragraphe 2.17 des principes et méthodes comptables, les principales incidences des normes IAS 32 et 39 concernent la comptabilisation des contrats de couverture conclus par le Groupe au regard des ses opérations commerciales d'achats et de ventes en devises. Le Groupe a également swappé en taux fixe une partie de sa dette en taux variable. Les autres conséquences du passage aux normes IAS 32 et 39 ont eu peu d'impact sur les comptes (évaluation des prêts logement consentis au personnel selon la méthode du taux d'intérêt effectif, valorisation à leur juste valeur des valeurs mobilières de placement).

Pour ce qui concerne les couvertures de change, la relation de couverture s'appuie sur le cours spot des devises. La partie report / déport des instruments dérivés est systématiquement considérée comme non efficace et est passée en compte de résultat (résultat financier). Les créances et dettes en devise ont été revalorisées au cours spot du 31 décembre.

Les instruments de couverture passent d'une position nette passive de 100 millions d'euros au 31 décembre 2005 à une position nette active de 65,9 millions d'euros au 31 décembre 2006. Cette évolution est due principalement à la couverture des opérations commerciales conclues en USD par

les filiales européennes. La revalorisation de l'Euro contre l'USD (cours EUR/USD de 1,18 au 31 décembre 2005 contre 1,32 au 31 décembre 2006) a généré une variation de 127,4 millions d'euros provenant des couvertures affectées aux prévisions de ventes et d'achats en devise et de 43 millions d'euros sur les couvertures adossées aux créances et aux dettes.

Compte tenu de l'efficacité des couvertures selon les critères de IAS 39, l'incidence à noter au compte de résultat concerne principalement le report/déport qui se traduit par une perte 23,1 millions d'euros sur l'exercice 2006 (Note 29).

Pour ce qui concerne les taux d'intérêt, le Groupe a fixé, par des swaps, une partie de sa dette à taux variable libellée en euro. Au 31 décembre 2006, la dette swappée à taux fixe représentait 410 millions d'euros (contre 301,2 millions d'euros au 31 décembre 2005) ; la juste valeur des swaps comptabilisée dans les fonds propres était à cette date de 7,6 millions d'euros (contre -1,4 millions d'euros au 31 décembre 2005).

Postes du bilan concernés	Au 01/01/05	Au 31/12/05	Variations en 2005		
			Total	Dont réserves	Dont résultat
1- Instruments dérivés comptabilisés au bilan cf. Note 9 au bilan (1)					
- variations de valeur intrinsèque des ventes à terme de devises et achats à terme (2) liées aux carnets de commandes et offres commerciales	65 240	-66 993	-132 233	-132 233	
- variations de valeur intrinsèque des ventes à terme de devises (et achats à terme) liés aux créances clients (et aux dettes commerciales (2))	21 686	-21 721	-43 407		-43 407
- Comptabilisation du report/déport	2 612	-11 145	-13 757	1	-13 758
- Comptabilisation des variations de juste valeur des swaps de taux d'intérêt	-2 051	-1 398	653	653	
Part non efficace des instruments de couverture	1 816	724	-1 092		-1 092
- Divers	106	78	-28		-28
Sous-total Instruments dérivés	89 409	-100 455	-189 864	-131 579	-58 285
Dont instruments dérivés - actifs	93 355	1 846			
Dont instruments dérivés - passifs	3 946	102 301			
2 - Créances clients (dettes fournisseurs (2)) couvertes en devises - écart de conversion Evaluation au cours de change à la date de clôture	-21 450	20 280	41 730		41 730
Incidences des opérations de couverture	67 959	-80 175	-148 134	-131 579	-16 555
3 - Evaluation des prêts construction au taux d'intérêt effectif	-3 893	-3 660	233		233
4 - Evaluation des VMP à juste valeur	1	34	33		33
5 - Impôts différés (sur couvertures de change et taux d'intérêt)	-24 400	28 861	53 261	49 179	4 082
Total	39 667	-54 940	-94 607	-82 400	-12 207
Contrepartie - cf. tableau de variation des capitaux propres					
- Réserves de réévaluation des instruments financiers	39 378	-43 023		-82 401	
- Dont part Groupe	21 939	-42 883		-64 822	
- Dont part des minoritaires	17 439	-140		-17 579	
- Autres réserves de consolidation	289	290		1	
- Résultat		-12 207			-12 207

Total	39 667	-54 940		-82 400	-12 207
(1) Présentation compensée sur ce tableau : + = position actif, - = position passif.					
(2) Montants non significatifs par rapport aux ventes.					

Postes du bilan concernés	Au 31/12/05	Au 31/12/06	Variations en 2006		
			Total	Dont réserves	Dont résultat
1- Instruments dérivés comptabilisés au bilan cf . Note 9 au bilan (1)					
- variations de valeur intrinsèque des ventes à terme de devises et achats à terme (2) liées aux carnets de commandes et offres commerciales	-66 993	60 407	127 400	125 888	1 512
- variations de valeur intrinsèque des ventes à terme de devises (et achats à terme) liés aux créances clients (et aux dettes commerciales (2))	-21 721	21 596	43 317	9	43 308
- Comptabilisation du report/déport	-11 145	-23 131	-11 986	-9	-11 977
- Comptabilisation des variations de juste valeur des swaps de taux d'intérêt	-1 398	7 632	9 030	9 030	
- Divers	802	-578	-1 380	25	-1 405
Sous-total Instruments dérivés	-100 455	65 926	166 381	134 943	31 438
Reclassement en actifs et passifs destinés à être cédés		-1 028			
Dont instruments dérivés - actifs	1 846	92 367			
Reclassement en actifs destinés à être cédés		-1 324			
Dont instruments dérivés - passifs	102 301	26 443			
Reclassement en passifs destinés à être cédés		-296			
2 - Créances clients (dettes fournisseurs (2)) couvertes en devises - écart de conversion Evaluation au cours de change à la date de clôture	20 280	-16 818	-37 098		-37 098
Incidences des opérations de couverture	-80 175	49 108	129 283	134 943	-5 660
3 - Evaluation des prêts construction au taux d'intérêt effectif	-3 660	-3 515	145		145
4 - Evaluation des VMP à juste valeur	34	121	87		87
5 - Impôts différés (sur couvertures de change et taux d'intérêt)	28 861	-22 706	-51 567	-49 227	-2 340
Total	-54 940	23 008	77 948	85 716	-7 768
Contrepartie - cf. tableau de variation des capitaux propres					
- Réserves de réévaluation des instruments financiers	-43 023	42 702		85 725	
- Dont part Groupe	-42 883	42 725		85 608	
- Dont part des minoritaires	-140	-23		117	
- Autres réserves de consolidation	290	-11 926		-12 216	
- Résultat	-12 207	-7 768		12 207	-7 768
Total	-54 940	23 008		85 716	-7 768

(1) Présentation compensée sur ce tableau : + = position actif, - = position passif.

(2) Montants non significatifs par rapport aux ventes.

Gestion des risques de marché :

Les sociétés industrielles gèrent leurs positions de change sur les transactions en devises avec pour objectif de couvrir les fluctuations des parités monétaires.

Cette gestion consiste principalement à souscrire, dès la prise de commandes, des contrats à terme. Les créances, dettes et flux d'exploitation sont ainsi couverts avec des instruments financiers qui sont principalement des ventes et des achats à terme.

Pour être éligible à la comptabilité de couverture au sens de la norme IAS 39, le Groupe Vallourec a développé ses systèmes de gestion de trésorerie et de facturation afin de permettre la traçabilité tout au long de la durée de vie des instruments de couverture au regard des transactions couvertes.

Au 31 décembre 2006, les contrats à terme fermes en cours qui permettent de couvrir les transactions sur achats et ventes en devises portent sur les montants suivants :

Contrats de couverture d'opérations réalisées sur transactions commerciales Risque de change	2004	2005	2006
Contrat de change à terme : ventes à terme	1 043 396	1 880 606	2 139 929
Contrat de change à terme : achats à terme	32 954	61 342	84 674
Options de change	2 000		57 778
Swaps de taux d'intérêt			4 294
Total	1 078 350	1 941 948	2 286 675

Echéances des contrats au 31 décembre 2006 :

Contrats sur transactions commerciales	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Contrats de change : ventes à terme	2 139 929	1 863 681	276 248	-
Contrats de change : achats à terme	84 674	82 690	1 984	-
Options sur devises - ventes	57 778	21 482	36 296	-
Swaps de taux d'intérêt	4 294	4 294	-	-
Total	2 286 675	1 972 147	314 528	

Les ventes à terme correspondent principalement à des ventes de USD (1 945 millions d'euros sur les 2 139 millions d'euros).

Ces dernières ont été réalisées à un cours moyen à terme EUR/USD de 1,29.

Elles sont généralement réalisées sur une durée moyenne de 12 à 18 mois et couvrent principalement les commandes fermes et les créances en devises.

Note 9 — Autres actifs courants.

	Créances sur personnel et organismes sociaux	Créances fiscales hors IS	Créances sur cessions d'actif	Charges constatées d'avance	Etat, impôt sur les bénéfices	Autres créances	Total
Au 01/01/2004	6 288	49 298	74	4 100	42 049	13 371	115 180
Effet des variations de change	-3	17	11	-140	-292	-194	-601
Autres variations	255	17 073	1 936	1 568	2 713	-937	22 608
Au 31/12/2004	6 540	66 388	2 021	5 528	44 470	12 240	137 187
Effet des variations de change	171	2 438	730	595	4 543	706	9 183
Autres variations	64	6 673	1 301	-690	-45 697	8 864	-29 485
Au 31/12/2005	6 775	75 499	4 052	5 433	3 316	21 810	116 885
Effet des variations de change	-22	-201	-67	-262	-266	-269	-1 087
Transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11)	-33	-1 970			-2 171	-9 231	-13 405

Autres variations	1 103	-20 115	-1 280	1 094	7 538	21 195	9 535
Au 31/12/2006	7 823	53 213	2 705	6 265	8 417	33 505	111 928

En 2005, les variations du poste "Etat, impôt sur les bénéfiques" s'expliquent par la reclassification des acomptes payés en diminution de la dette d'impôt présentée au passif du bilan.

En 2006, les variations du poste "Créances fiscales hors IS" correspondent principalement à des acomptes versés, reclassés en diminution des dettes fiscales correspondantes au passif (Note 18).

Note 10 — Trésorerie.

	Valeurs mobilières de placement (Brut)	Disponibilités	Total
Au 01/01/2004	345 388	80 502	425 890
Effet des variations de change	-968	-5 201	-6 169
Autres variations	4 133	61 115	65 248
Au 31/12/2004	348 553	136 416	484 969
Effet des variations de change	27 394	7 071	34 465
Autres variations	24 025	-2 181	21 844
Au 31/12/2005	399 972	141 306	541 278
Effet des variations de change	-6 640	-9 328	-15 968
Autres variations	238 764	126 294	365 058
Sous-total	632 096	258 272	890 368
Transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11)		-1 045	-1 045
Au 31/12/2006	632 096	257 227	889 323

La « Trésorerie » est constituée des liquidités en compte courant bancaire et des valeurs mobilières de placement (parts d'OPCVM, Sicav, FCP de trésorerie à court terme) disponibles immédiatement (non nanties) et non risquées.

Note 11 — Actifs nets destinés à être cédés.

Le 13 décembre 2006 Vallourec a annoncé l'accord préliminaire concernant l'acquisition par Salzgitter de Vallourec Précision Etirage, filiale contrôlée à 100 % par Vallourec.

Selon les termes de cet accord, Salzgitter compte également acquérir auprès de Vallourec l'usine de tubes laminés à chaud de Zeithain (Saxe), appartenant à V & M Deutschland GmbH.

Les actifs et passifs concernés ont été présentés distinctement en actifs et passifs destinés à être cédés. Ces actifs sont évalués au 31 décembre 2006 à leur valeur nette comptable qui n'est pas inférieure à leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Actifs destinés à être cédés	
Immobilisations incorporelles	301
Immobilisations corporelles	53 932
Stocks	53 798
Créances clients	50 713
Trésorerie	1 045
Autres actifs	15 789
Total	175 578
Passifs destinés à être cédés	
Engagements envers le personnel	11 622
Impôts différés	6 286
Provisions	2 482
Emprunts	13 226
Fournisseurs	25 919
Fournisseurs	25 919

Autres passifs	18 347
Total	77 882
Actifs nets destinés à être cédés	97 696

Note 12 — Capitaux propres.

Capital :

Le capital de Vallourec est composé de 53 011 870 actions ordinaires au nominal de 4 euros entièrement libérées au 31 décembre 2006 contre 10 600 332 actions au nominal de 20 euros au 31 décembre 2005 .

Le nominal de l'action a été divisé par 5, le 18 juillet 2006, et chaque actionnaire s'est vu attribuer 5 actions nouvelles pour une ancienne conformément à la décision de l'assemblée générale du 1^{er} juin 2006.

Les options de souscription d'actions exercées à 7,49 € (moyenne recalculée après division du nominal par 5) entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2006 ont conduit à la création de 10 210 actions nouvelles soit une augmentation de 75 milliers d'euros, prime incluse.

Réserves, instruments financiers :

Conformément à l'IAS 39 Instruments financiers, cette réserve est alimentée par deux types d'opérations :

- les opérations de couverture de change efficaces affectées au carnet de commandes et aux offres commerciales. Les variations des valeurs intrinsèques constatées à la clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres.
- les emprunts à taux variables pour lesquels des contrats de swaps de taux d'intérêt (à taux fixe) ont été contractés. Ils font l'objet d'une comptabilité de couverture de flux de trésorerie. Les variations de juste valeur des contrats de swaps, liées aux évolutions des taux d'intérêt, sont comptabilisées en capitaux propres.

Réserves de conversion :

Les réserves de conversion résultent de la conversion des capitaux propres des filiales hors zone euro. Leur variation correspond aux changements de taux des devises sur l'évaluation des capitaux propres et du résultat de ces sociétés. Ces réserves ne sont reprises en résultat qu'en cas de cession de l'entité étrangère.

	USD	GBP	Réal Brésilien	Peso Mexicain	Autres	Total
Au 31/12/2004	-12 019	-118	319	-790	-587	-13 195
Variations	32 020	170	39 444	3 033	1 600	76 267
Au 31/12/2005	20 001	52	39 763	2 243	1 013	63 072
Variations	-46 848	845	-8 968	-4 911	-2 556	-62 438
Au 31/12/2006	-26 847	897	30 795	-2 668	-1 543	634

Il est rappelé que conformément à l'option ouverte par IFRS1 ("Première adoption des IFRS") le groupe Vallourec, a choisi au 1er janvier 2004 de reclasser au poste "Réserves consolidées" les réserves de conversion accumulées depuis l'entrée des entités étrangères dans le Groupe.

Principaux cours de change utilisés (Euro / Devises) : Conversion des éléments du bilan (taux de clôture) et du compte de résultat (taux moyen)

	USD	GBP	Réal Brésilien	Peso Mexicain
2004				
Taux moyen	1,24	0,68	3,63	14,04
Taux clôture	1,36	0,71	3,61	15,18
2005				
Taux moyen	1,24	0,68	3,03	13,56

Taux clôture 2006	1,18	0,69	2,74	12,54
Taux moyen	1,26	0,68	2,73	13,69
Taux clôture	1,32	0,67	2,81	14,23

Note 13 — Résultat par actions.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice (ajusté des effets des options dilutives).

Sont présentés, ci-dessous, les résultats et actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action:

Résultat par action	2004 (*)	2005 (*)	2006
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le résultat de base par action	145 024	472 985	917 005
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	48 909 035	51 042 895	53 005 890
Nombre moyen pondéré d'actions propres pour le résultat de base par action	-1 348 745	-1 348 745	-1 348 745
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat de base par action	47 560 290	49 694 150	51 657 145
Résultat par action	3,0	9,5	17,8
Effet de la dilution - options d'achat, de souscription d'actions et actions gratuites	415 305	809 555	1 132 572
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté pour le résultat dilué par action	47 975 595	50 503 705	52 789 717
Résultat dilué par action	3,0	9,4	17,4

Dividendes versés au cours de l'exercice :	2004 (*)	2005 (*)	2006
Au titre de l'exercice précédent	0,32	0,64	1,44
Au titre d'acompte sur l'exercice en cours		0,80	2,00

(*) Recalculé pour tenir compte de la division par 5 du nominal des actions effective au 18 juillet 2006 (AGE du 1er juin 2006).

Note 14 — Intérêts minoritaires.

	Réserves	Ecart de conversion	Résultat	Total
Au 31/12/2004	395 566	-16 104	120 219	499 681
Au 31/12/2005	-54 343	7 092	159 404	112 153
Au 31/12/2006	14 286	-3 757	82 290	92 819

L'analyse des intérêts minoritaires est présentée dans le tableau de variation des capitaux propres. La variation entre l'exercice 2004 et 2005 s'explique par l'acquisition par Vallourec des 45 % d'intérêts minoritaires dans V & M Tubes.

En 2004 et 2005, les intérêts minoritaires dans les filiales contrôlées par le groupe Vallourec sont principalement composés des groupes Sumitomo et Timet. Au 31 décembre 2006, après l'acquisition à Timet des 43,7 % dans Valtimet, les intérêts minoritaires ne concernent plus que le groupe Sumitomo.

Note 15 — Emprunts et dettes financières.

Dettes financières - Passifs non courants :

	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres emprunts et dettes financières assimilées	Total
Au 01/01/2004	201 935	67	202 002
Emission de nouveaux emprunts	25 995	48	26 043
Remboursements	-38 967	-131	-39 098
Effet des variations de change	40	-18	22
Autres variations	-1 782	2 628	846
Au 31/12/2004	187 221	2 594	189 815
Reclassement des intérêts minoritaires vers dettes dans le cadre de l'IAS 32 - 1/01/2005	-	431 280	431 280
Rachat des minoritaires le 23 juin 2005	-	-436 627	-436 627
Emission de nouveaux emprunts	303 786	147	303 933
Remboursements	-24 245	-741	-24 986
Effet des variations de change	5 629	794	6 423
Autres variations	-3 119	2 908	-211
Au 31/12/2005	469 272	355	469 627
Emission de nouveaux emprunts	21 398	193	21 591
Remboursements	-22 600	-571	-23 171
Reclassements	-5 578	1 791	-3 787
Effet des variations de change	-1 364	-5	-1 369
Variation de périmètre	3 484	1 380	4 864
Autres variations		-300	-300
Sous-Total	464 612	2 843	467 455
Transfert en passifs destinés à être cédés (Note 11)	-26		-26
Au 31/12/2006	464 586	2 843	467 429

— En 2003, un crédit de 150 millions d'euros a été mis en place en faveur de Vallourec par le groupe Crédit Agricole (échéance septembre 2008). Initialement à taux variable, il est désormais entièrement swappé à taux fixe. La documentation du crédit prévoit que le Groupe Vallourec respecte un ratio d'endettement net consolidé sur fonds propres consolidés inférieur ou égal à 75 %.

— Au 1er janvier 2005 les variations des "Autres emprunts et dettes financières assimilées" s'analysent principalement par le traitement du "put" exerçable par la société Mannesmannröhren – Werke AG dans le cadre de la mise en place des IAS 32 et 39 :

Il a été constaté au 1er janvier 2005 un passif financier à hauteur de la juste valeur actualisée du montant du rachat (431 millions d'euros), valeur tenant compte du prix d'acquisition de 545 millions d'euros qui intégrait le résultat jusqu'à l'acquisition. Cette dette financière a été comptabilisée par prélèvement sur le montant des intérêts minoritaires de V & M Tubes inscrits dans les capitaux propres du bilan IFRS du 31 décembre 2004, et par prélèvement sur les capitaux propres – part du Groupe pour la partie de la dette excédant ces intérêts minoritaires. Les frais directement liés à l'opération ont été également imputés sur les capitaux propres – part du Groupe. Le rachat par Vallourec le 23 juin 2005, des 45 % de V & M Tubes détenus par MRW a mis fin au put (cf. informations relatives au périmètre de consolidation - A). Une charge d'actualisation du put de 5,3 millions figure dans le résultat financier (Note 29).

— En mars 2005, une facilité de 460 millions d'euros a été mise à disposition de Vallourec par un syndicat de banques pour une durée de 7 ans pour l'acquisition des 45 % des titres de V & M Tubes. Cette facilité de 460 millions d'euros prévoit le respect par Vallourec d'un ratio de dettes financières nettes consolidées sur fonds propres consolidés inférieur ou égal à 75 % calculé au 31 décembre de chaque année et pour la première fois au 31 décembre 2005. Un changement de contrôle de Vallourec pourrait provoquer le remboursement du crédit sur décision de la majorité des deux tiers des banques participantes. Il est aussi prévu que le crédit deviendrait immédiatement exigible si le groupe venait à faire défaut sur le remboursement d'une de ses dettes financières (« cross default »), ou s'il advenait un événement significatif emportant des conséquences sur l'activité ou la condition financière du Groupe et sa capacité à rembourser sa dette.

Au 31 décembre 2006, une tranche de 260 millions d'euros était tirée et figure dans les passifs non courants.

Par ailleurs les investissements de V & M do Brasil ont conduit cette filiale à mettre en place plusieurs lignes de financement à moyen terme en 2005 et 2006, libellées en Real (principalement 99 millions de reals auprès du BNDES et 52 millions de reals auprès du Banco do Nordeste et 9 millions de reals auprès du Banco Itau).

Au 31 décembre 2006, le Groupe respectait ces covenants.

Dettes financières - Passifs courants :

	Concours bancaires	Intérêts courus non échus sur concours bancaires	Emprunts auprès des établissements de crédit (< 1 an)	Intérêts courus non échus sur emprunts auprès des établissements de crédit	Autres emprunts et dettes financières assimilées (< 1an)	Total
Au 01/01/2004	200 889		92 714	3 550	109	297 262
Effet des variations de change	275		42		16	333
Autres variations	19 266	68	-73 454	-2 861		-56 981
Au 31/12/2004	220 430	68	19 302	689	125	240 614
Effet des variations de change	22 769		2 372			25 141
Autres variations	-7 798	-27	16 952	583	872	10 582
Au 31/12/2005	235 401	41	38 626	1 272	997	276 337
Reclassements			5 578			5 578
Effet des variations de change	-4 003		-952	-1	-12	-4 968
Variation de périmètre	-2 174		481			-1 693
Autres variations	129 598	51	-15 512	-19	4 289	118 407
Sous total	358 822	92	28 221	1 252	5 274	393 661
Transfert en passifs destinés à être cédés (Note 11)	-13 127	-50	-23			-13 200
Au 31/12/2006	345 695	42	28 198	1 252	5 274	380 461

Endettement par devise :

	USD	EUR	CAD	REAL	GBP	Autres	Total
Au 31/12/2004 - mdevise	131 606	313 208	-	69 774	642	-	n/a
Au 31/12/2004 - m€	96 620	313 208	-	19 690	911	-	430 429
Au 31/12/2005 - mdevise	162 471	562 234	1 632	122 875		-	n/a
Au 31/12/2005	137 722	562 234	1 189	44 819		-	745 964

31/12/2005 - m€ Au 31/12/2006 - mdevise	189 346	624 583	5 855	191 519		n/a	n/a
Au 31/12/2006 - m€	143 771	624 583	3 832	68 098		7 605	847 889

Analyse par échéance des emprunts et dettes financières non courants :

	> 1 an	> 2 ans	> 3 ans	> 4 ans	5 ans et plus	Total
Au 31/12/2004	18 375	14 731	152 253	1 555	2 901	189 815
Au 31/12/2005	4 418	156 096	6 805	6 512	295 796	469 627
Au 31/12/2006	159 433	10 202	9 143	8 576	280 074	467 428

L'endettement à + 1 an à l'origine par taux :

Le tableau ci-dessous regroupe la part courante et non courante des emprunts auprès des établissements de crédit et des autres emprunts et dettes financières assimilées.

	Taux < 3 %	Taux 3 à 6 %	Taux 6 à 10 %	Taux >10 %	Total
Au 31/12/2004					
Taux fixes	3 987	100 217	6 088	13 602	123 894
Taux variables	-	85 348	-	-	85 348
Total	3 987	185 565	6 088	13 602	209 242
Au 31/12/2005					
Taux fixes	1 171	301 351	-	44 818	347 340
Taux variables	161 910	-	-	-	161 910
Total	163 081	301 351	-	44 818	509 250
Au 31/12/2006					
Taux fixes	2 588	411 280	19 779	10 086	443 733
Taux variables	3 618	7 814	32 448	13 287	57 167
Total	6 206	419 094	52 227	23 373	500 900

L'endettement contracté à un taux supérieur à 6 % est provient des sociétés basées au Brésil.

Note 16 — Provisions pour risques et charges.

Passifs non courants	Provisions pour environnement
Au 01/01/2004	1 251
Dotations de l'exercice	1 988
Utilisations	-81
Effet des variations de change	-27
Autres	239
Au 31/12/2004	3 370
Dotations de l'exercice	363
Utilisations	-
Effet des variations de change	574
Autres	-
Au 31/12/2005	4 307
Dotations de l'exercice	216
Utilisations	-2 056
Effet des variations de change	-107
Autres	1 217
Au 31/12/2006	3 577

Cette provision couvre notamment les coûts de traitement de terrains industriels : l'ensemble des coûts probables a fait l'objet d'une provision.
La provision couvre également les coûts de remise en état de la mine au Brésil : elle est dotée au fur et à mesure des volumes de minerais extraits.

Passifs courants	Litiges commerciaux	Commandes en carnet - Perte à terminaison	Mesures d'adaptation	Risques fiscaux (impôts, taxes, contrôles,...)	Autres	Total
Au 31/12/2004	13 908	7 883	9 422	19 742	5 809	56 764
Dotations de l'exercice	10 707	3 486	9 607	3 470	6 419	33 689
Utilisations	-5 461	-3 911	-5 163	-2 408	-239	-17 182
Autres reprises	-2 162		-1 479	-1 643	-949	-6 233
Effet des variations de change	-24	8		60	1	45
Autres	-726			-1 502	104	-2 124
Au 31/12/2004	16 242	7 466	12 387	17 719	11 145	64 959
Dotations de l'exercice	9 368	929		14 065	7 485	31 847
Utilisations	-6 630	-5 096	-9 634	-8 856	-4 678	-34 894
Autres reprises	-2 205		-261		-1 098	-3 564
Effet des variations de change	2 194	40		6 125	653	9 012
Autres	-383			6	-499	-876
Au 31/12/2005	18 586	3 339	2 492	29 059	13 008	66 484
Dotations de l'exercice	12 858	5 130	2	9 012	17 723	44 725
Utilisations	-10 231	-1 511	-1 361	-310	-5 306	-18 719
Autres reprises	-2 424		-279	-6 454	-1 859	-11 016
Effet des variations de change	-288	-1		-796	-100	-1 185
Transfert en passifs destinés à être cédés (Note 11)	-566	-1 333	-535		-48	-2 482
Autres	-189	-199		626	-525	-287
Au 31/12/2006	17 746	5 425	319	31 137	22 893	77 520

Mesures d'adaptation :

VPE a constitué dans ses comptes au 31 décembre 2004 une provision au titre de ses obligations légales et conventionnelles dans le cadre du licenciement économique et collectif sur le site de Laigneville. Cette provision d'un montant de 8 055 m€ a été établie au vue des paramètres de

réalisation les plus vraisemblables et en tenant compte des licenciements déjà notifiés au 31 décembre 2004. Elle est essentiellement constituée des dépenses prévisionnelles dans le cadre des obligations du plan social soit 7 445 m€ et pour le solde des dépenses prévisionnelles de fermeture du site, y compris les indemnités de résiliation de contrat. Cette provision a été partiellement utilisée en 2005 et en 2006, elle a été estimée à 1 834 m€ au 31 décembre 2005 et 535 m€ au 31 décembre 2006, pour couvrir les dépenses prévisionnelles à venir. Dans le cadre de ce plan social, VPE a reçu une demande de dommages et intérêts de la part d'anciens salariés. Au regard des conditions générales qui ont provoqué la réalisation de ce plan, nous estimons qu'il n'y a pas lieu de constituer de provision complémentaire.

Provision pour risques fiscaux :

Cette provision couvre essentiellement des risques consécutifs à des contentieux fiscaux au Brésil et donnent lieu à versement de dépôts de garantie (voir Note 4).

Autres provisions courantes :

Elles sont constituées de provisions diverses au titre de risques sur cessions, des pénalités de retard, de litiges avec des salariés et de divers risques identifiés à la clôture.

Note 17 — Engagements envers le personnel.

	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres	Total
Au 31/12/2004					
Valeur actualisée de l'obligation	141 152	37 349	58 674	11 389	248 564
Retraite	115 746	27 930	58 674	8 965	211 315
Engagements de pré-retraite	13 754	4 618			18 372
Médailles du travail et avantages médicaux	11 652	4 801		2 424	18 877
Juste valeur des actifs du régime			-48 628	-1 969	-50 597
Ecarts actuariels	-79	1 423	1 064	-1 495	913
Provision	141 073	38 772	11 110	7 925	198 880
Au 31/12/2005					
Valeur actualisée de l'obligation	171 728	42 665	85 834	21 173	321 400
Retraite	141 524	34 787	85 834	17 885	280 030
Engagements de pré-retraite	16 236	2 811			19 047
Médailles du travail et avantages médicaux	13 968	4 838		3 290	22 096
Juste valeur des actifs du régime		-900	-59 969	-4 045	-64 914
Coût des services passés		-3 397			-3 397
Ecarts actuariels	-20 433	-927	-15 875	-5 877	-43 112
Provision	151 295	37 212	9 990	11 253	209 750

Au 31/12/2006					
Valeur actualisée de l'obligation	170 156	42 305	91 900	23 108	327 469
Retraite	141 329	36 285	91 900	19 553	289 067
Engagements de pré-retraite	15 375	964			16 339
Médailles du travail et avantages médicaux	13 452	5 056		3 556	22 064
Juste valeur des actifs du régime		-1 796	-71 830	-6 956	-80 582
Coût des services passés		-3 136			-3 136
Ecart actuariels	-15 110	-2 666	-13 086	-6 027	-36 889
Transfert en passifs destinés à être cédés (Note 11)	-4 964	-6 658			-11 622
Provision	150 082	28 049	6 984	10 126	195 241

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des obligations des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, compte tenu de la durée des régimes, sont les suivantes :

Principales hypothèses actuarielles	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres
Au 31/12/2004				
Taux d'actualisation	5,25 %	4,75 %	5,50 %	entre 5,87 % et 9,65 %
Rendement à long terme des actifs du régime	n/a	n/a	7,00 %	entre 8,50 % et 9,65 %
Augmentation des salaires	2,75 %	2,75 %	4,30 %	entre 3,22 % et 3,50 %
Au 31/12/2005				
Taux d'actualisation	4,25 %	4,00 %	4,75 %	entre 4,00 % et 9,65 %
Rendement à long terme des actifs du régime	n/a	4,00 %	6,50 %	entre 4,00 % et 9,65 %
Augmentation des salaires	2,75 %	2,75 %	4,25 %	entre 1,00 % et 3,50 %
Au 31/12/2006				
Taux d'actualisation	4,50 %	4,25 %	5,25 %	entre 4,00 % et 8,12 %
Rendement à long terme des actifs du régime	n/a	4,50 %	6,50 %	entre 5,00 % et 8,12 %
Augmentation des salaires	2,75 %	2,75 %	4,25 %	entre 3,22 % et 5,10 %

En vertu d'usages ou d'obligations légales, le groupe Vallourec participe au financement de régimes de retraite complémentaires ou autres avantages long terme au profit de salariés.

Certains de ces régimes sont à prestations définies et le Groupe a contracté à ce titre un engagement long terme envers des salariés.

Un recensement exhaustif des régimes à prestations définies a été réalisé, en 2003, sur l'ensemble du périmètre du Groupe. Ces régimes n'ont pas fait l'objet de modifications majeures au cours des exercices suivants.

Au 31/12/2004, les méthodes d'évaluation des engagements de retraite et assimilés appliqués par le groupe Vallourec selon les prescriptions de la norme IAS 19 "Avantages au personnel" n'avaient fait apparaître aucun écart significatif par rapport aux normes françaises.

Les engagements non reconnus au bilan (principalement gains ou pertes actuariels) correspondent à des changements ou la non-réalisation d'hypothèses dont l'effet est amorti dans le temps selon le principe du "corridor". Toutefois, dans le cadre de l'établissement du bilan d'ouverture au 1er janvier 2004 en IFRS, le groupe Vallourec a utilisé l'option de comptabiliser l'intégralité des écarts actuariels à cette date en réduction des capitaux propres. Les gains et pertes actuariels non reconnus et significatifs sont donc amortis sur la durée résiduelle d'activité attendue des salariés en retenant la règle du corridor telle que décrite dans la norme IAS 19 (Allemagne : 13 ans, France : 14 ans, Grande-Bretagne : 18 ans). L'amortissement commence dans l'exercice suivant la constatation des gains ou pertes.

Pour les exercices 2004, 2005 et 2006 :

— le montant des versements aux actifs de couverture est de 3 868 m€ en 2004, de 5 849 m€ en 2005 et de 10 761 m€ en 2006 ;

— le rendement constaté des actifs financiers s'élève à 5 043 en 2004, 9 278 m€ en 2005 et à 7 190 m€ en 2006.

Les engagements sont évalués par des actuaires indépendants du Groupe. Les hypothèses retenues tiennent compte des spécificités des régimes et des sociétés concernées.

Au 31 décembre 2006 les écarts d'expérience pour le groupe s'élèvent à 10,2 millions d'euros dont 10,5 pour les retraites.

Le Groupe prévoit de verser en 2007 un montant 10 millions d'euros au titre des régimes à prestations définies dont 7,3 millions d'euros au Royaume-Uni et 1,7 millions d'euros aux Etats-Unis.

Les régimes qui sont totalement ou partiellement externalisés représentent un engagement total de 111 457m€ au 31 décembre 2006 pour des actifs de 80 582 m€.

France :

Les engagements en France correspondent notamment aux indemnités de fin de carrière et à des régimes de type médailles du travail.

Au 31 décembre 2006 un test de sensibilité a été effectué sur les indemnités de retraite ainsi que les médailles du travail : une variation de ce taux de -0,50 % entraînerait une variation d'environ 1,4 millions d'euros de ces engagements.

En France, la provision constituée au titre des accords de pré-retraite CASA mis en place en 2002 s'élève au 31 décembre 2006 à 0,5 millions d'euros et au 31 décembre 2005 à 2,9 millions d'euros. Aux termes de la convention passée avec l'Etat, le dispositif a été fermé depuis le 28 février 2005 qui représente la date limite d'admission des salariés. Au 31 décembre 2006, 71 salariés bénéficient de ces mesures, ils étaient 162 l'année précédente.

Le 14 septembre 2005, un régime de retraite complémentaire a été institué en faveur de cadres dirigeants avec constitution d'un actif de couverture. A fin 2006 une cotisation de 407 m€ a été décaissée pour externaliser le régime auprès d'une compagnie d'assurance. S'agissant d'un régime à prestations définies, ce plan fait l'objet d'une évaluation actuarielle et d'une comptabilisation selon IAS 19 jusqu'au jour du départ en retraite du salarié concerné. Du fait de l'amortissement des coûts des services passés, ce régime fait apparaître un surplus d'environ 524 m€ qui est enregistré au bilan, il représente une économie future réelle pour le Groupe. Le coût des services passés non reconnus s'élève au 31 décembre 2006 à 3 136 m€.

Allemagne :

Les salariés du groupe en Allemagne bénéficient de divers dispositifs (retraite, rémunération différée, primes de jubilés, pré-retraite) qui constituent des engagements long terme pour le Groupe.

Un test de sensibilité a été effectué sur les deux principaux plans de pension allemands : une variation de ce taux de -0,50 % entraînerait une variation d'environ 11,2 millions d'euros de ces engagements.

En 2006 aucun événement qui aurait pu avoir un impact significatif sur l'engagement n'est survenu.

Royaume-Uni :

Au Brésil, l'employeur participe au financement d'indemnités de fin de carrière et de primes de jubilés. Les indemnités de fin de carrière sont partiellement externalisées dans un fonds de pension dont le total des actifs s'élève à 482 m€ en 2004, à 689 m€ en 2005 et à 501 m€ en 2006. Le montant versé au fonds s'est élevé en 2004 à 279 m€ , en 2005 à 595 m€ et en 2006 à 712 m€..

En 2006 aucun événement qui aurait pu avoir un impact significatif sur l'engagement n'est survenu.

Mexique :

Au 31 décembre 2004 le Mexique n'entrait pas dans le périmètre étudié, la norme locale étant considérée comme proche des IFRS, le retraitement était jugé non significatif. En 2005, des évaluations en normes IAS 19 ont été réalisées. Les engagements au Mexique, qui s'élèvent à 483 m€ en 2006 et à 471 m€ en 2005, correspondent principalement à des indemnités de départ en retraite qui sont partiellement financées.

Etats-Unis :

Il existe un régime de retraite dont les prestations ne sont pas liées au salaire. Il a été tenu compte en 2005 d'une hypothèse d'augmentation des prestations de 3 % qui a entraîné une augmentation des engagements de l'ordre de 2,7 millions d'euros.

Par ailleurs en 2005, la baisse du taux d'actualisation et une dérive plus importante que prévue des salaires sur un nombre limité des salariés ont entraîné des pertes actuarielles.

Les modifications d'hypothèses sont réputées effectuées au cours de l'année 2005 et la charge de retraite est adaptée en conséquence. L'hypothèse d'augmentation des prestations médicales est dégressive de 2005 à 2012 et fixe au-delà : de 10,4 % à 5,9 % pour les actifs, de 12,2 % à 6,5 % pour les retraités.

En 2006, les modifications d'hypothèses et la charge de retraite est adaptée en tenant compte d'une hypothèse d'augmentation des prestations médicales est dégressive de 2006 à 2013 et stable au-delà : de 9 % à 5,0 % pour les actifs, de 10,5 % à 5,5 % pour les retraités.

Les tables de mortalité ont été modifiées fin 2006 ce qui a entraîné une augmentation des engagements d'environ 1,0 millions d'euros.

Autres pays :

Les engagements des autres pays sont provisionnés selon les normes locales. Ils sont jugés non significatifs au niveau du groupe.

Les charges comptabilisées au cours de l'exercice comprennent les droits supplémentaires acquis au titre d'une année supplémentaire de présence, la variation des droits existants en début d'exercice du fait de l'actualisation financière, les coûts des services passés enregistrés dans la période, le rendement attendu des actifs de régime, les effets des réductions ou liquidations de plans, l'amortissement des écarts actuariels. La part relative à l'actualisation des droits est désormais enregistrée en résultat financier et le rendement des actifs de régime est enregistré dans les produits financiers.

Ces charges se décomposent comme suit :

Charge de l'exercice :	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres	Total
Au 31/12/2004					
Coût des services rendus	7 350	2 737	1 279	1 246	12 612
Charges d'intérêt sur l'obligation	6 849	1 760	3 124	601	12 334
Rendement attendu des actifs du régime			-2 976	-87	-3 063
Pertes/Gains actuarielles nettes comptabilisées au cours de l'exercice	-579	-325		-773	-1 677
Charge nette comptabilisée	13 620	4 172	1 427	987	20 206
Rendement réel des actifs du régime			4 801	242	5 043
Au 31/12/2005					

Coût des services rendus	8 944	1 809	1 392	2 033	14 178
Charges d'intérêt sur l'obligation	7 184	1 530	3 261	961	12 936
Rendement attendu des actifs du régime	-	-	-3 510	-267	-3 777
Pertes/Gains actuarielles nettes comptabilisées au cours de l'exercice	1 537	-183	-	780	2 134
Coût des services passés	-	74	-	5	79
Effet de toute réduction ou liquidation	-	-	-	-169	-169
Charge nette comptabilisée	17 665	3 230	1 143	3 343	25 381
Rendement réel des actifs du régime	-	-	9 341	-63	9 278
Au 31/12/2006					
Coût des services rendus	5 158	1 786	2 319	2 088	11 351
Charges d'intérêt sur l'obligation	7 013	1 488	4 040	1 254	13 795
Rendement attendu des actifs du régime	-	-57	-3 939	-398	-4 394
Pertes/Gains actuarielles nettes comptabilisées au cours de l'exercice	-523	984	408	615	1 484
Coût des services passés	-	149	-	2	151
Effet de toute réduction ou liquidation	-	-	-		
Charge nette comptabilisée	11 648	4 350	2 828	3 561	22 387
Rendement réel des actifs du régime		108	6 533	549	7 190

Les écarts actuariels s'analysent comme suit :

	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres	Total
--	-----------	--------	-------------	--------	-------

Ecarts actuariels 31/12/2005	20 433	4 324	15 875	5 877	46 509
Ecarts actuariels 31/12/2006	15 110	5 802	13 086	6 027	40 025
Variation Pertes/Gains actuarielles nettes comptabilisées au cours de l'exercice	-5 323	1 478	-2 789	150	-6 484
Ajustements liés à l'expérience	-523	984	408	615	1 484
Ajustements liés aux changements d'hypothèses actuarielles	615	-2 244	-7 461	-1 106	-10 196
Ecart de change et autres	5 233	-122	10 122	-200	15 033
Pertes/Gains actuarielles nettes comptabilisées au cours de l'exercice	-2	-96	-280	541	163
	-523	984	408	615	1 484
	5 323	-1 478	2 789	-150	6 484

Les variations de l'actif liées à ces avantages sont les suivantes :

Variations de l'actifs liés :	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres	Total
Valeur de l'actif	n/a	n/a	43 451	555	44 006
Variation de l'exercice	n/a	n/a	5 177	1 414	6 591
Au 31/12/2004	n/a	n/a	48 628	1 969	50 597
Valeur de l'actif	n/a	-	48 628	1 969	50 597
Rendement constaté des actifs	n/a		9 341	-63	9 278
Prestations complémentaires	n/a	900	3 045	1 904	5 849
Prestations payées	n/a	-	-2 425	-353	-2 778
Effet des variations de change	n/a	-	1 380	588	1 968
Au 31/12/2005	n/a	900	59 969	4 045	64 914
Valeur de l'actif	n/a	900	59 969	4 045	64 914
Rendement constaté des actifs	n/a	108	6 533	549	7 190
Prestations complémentaires	n/a	407	6 547	3 807	10 761
Prestations	n/a	-88	-2 611	-912	-3 611

payées					
Acquisitions, cessions, liquidations	n/a	469	-	-	469
Effet des variations de change	n/a	-	1 392	-533	859
Au 31/12/2006	n/a	1 796	71 830	6 956	80 582

L'évolution de l'obligation entre 2005 et 2006 :

Evolution de l'obligation :	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres	Total
Au 31/12/2005	171 728	42 665	85 834	21 173	321 400
Coût des services rendus	5 158	1 786	2 319	2 088	11 351
Charges d'intérêt sur l'obligation	7 013	1 488	4 040	1 254	13 795
Cotisations du personnel			556		556
Pertes/Gains actuarielles	-5 847	2 415	-66	1 456	-2 042
Acquisitions / cessions		-219			-219
Versement des prestations	-7 896	-5 065	-2 611	-1 031	-16 603
Ecart de change			1 828	-1 692	136
Autres	-	-765	-	-140	-905
Au 31/12/2006	170 156	42 305	91 900	23 108	327 469

Les mouvements au cours de l'exercice du passif net comptabilisé au bilan sont les suivants :

Evolution de la provision :	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres	Total
Provision au 01/01/2004	134 361	39 034	11 907	8 956	194 258
Charge totale de l'exercice	13 620	4 172	1 427	987	20 206
Prestations ou contributions aux fonds	-6 907	-4 951	-2 250	-1 681	-15 789
Effet des variations de change	-	-	26	-338	-312
Autres (reclassements, etc.)	-	-	-	517	517
Provision au 31/12/2004	141 074	38 255	11 110	8 441	198 880
Charge totale de l'exercice	17 665	3 230	1 143	3 343	25 381
Prestations ou contributions aux fonds	-7 444	-4 679	-2 587	-1 982	-16 692
Autres (reclassements, etc.)	-	-104	-	48	-56
Provision au	151 295	36 702	9 990	11 763	209 750

31/12/2005					
Charge totale de l'exercice	11 648	4 350	2 828	3 561	22 387
Prestations ou contributions aux fonds	-7 897	-5 052	-5 991	-3 929	-22 869
Effet des variations de change	-	-	324	1 913	2 237
Transfert en passifs destinés à être cédés (Note 11)	-4 964	-6 658			-11 622
Variation de périmètre et autres	-	-1 293	-	-511	-1 804
Provision au 31/12/2006	150 082	28 049	6 984	10 126	195 241

Les actifs de couverture se détaillent ainsi :

Royaume-Uni	31/12/06		31/12/05	
	Part	Taux de rendement	Part	Taux de rendement
Action (UK et Overseas)	63 %	7,75 %	61 %	8,00 %
Obligation	12 %	5,25 %	14 %	4,75 %
Immobilier	0 %	0,00 %	0 %	0,00 %
Autres (Cash & Index Linked Gilts)	25 %	4,25 %	25 %	4,0 %

Etats-Unis	31/12/06		31/12/05	
	Part	Taux de rendement	Part	Taux de rendement
Action	55 %	10,00 %	55 %	10,00 %
Obligation	34 %	6,00 %	35 %	6,00 %
Immobilier	11 %	10,00 %	10 %	10,00 %
Autres	0 %	0,00 %	0 %	0,00 %

France	31/12/06		31/12/05	
	Part	Taux de rendement	Part	Taux de rendement
Action	0 %	0,00 %	0 %	0,00 %
Obligation	0 %	0,00 %	0 %	0,00 %
Immobilier	0 %	0,00 %	0 %	0,00 %
Autres	100 %	4,00 %	100 %	4,00 %

Montants comptabilisés en charges pour les régimes à cotisations définies :	Ouvriers	Direction, cadres et ATAM	Total
Au 31/12/2004			
Part employeur des cotisations de retraite	6 536	9 017	15 553
Assurance vie payée par l'employeur	669	875	1 544
Autres cotisations de retraite	1 536	160	1 696
Total	8 741	10 052	18 793

Au 31/12/2005			
Part employeur des cotisations de retraite	7 599	9 299	16 898
Assurance vie payée par l'employeur	729	1 099	1 828
Autres cotisations de retraite	29	119	148
Total	8 357	10 517	18 874
Au 31/12/2006			
Part employeur des cotisations de retraite	7 652	11 077	18 729
Assurance vie payée par l'employeur	928	1 385	2 313
Autres cotisations de retraite	462	4	466
Total	9 042	12 466	21 508

Autres engagements envers le personnel (options et actions gratuites) :

— Options de souscription d'actions : l'assemblée générale extraordinaire du 15 juin 2000 a autorisé (1^{ère} résolution) le Directoire à attribuer des options de souscription, pendant une durée de cinq ans et dans la limite de 4 % du capital social de Vallourec, aux dirigeants et/ou aux membres du personnel des sociétés du Groupe.

Dans le cadre de cette autorisation une première tranche d'options a été attribuée le 15 juin 2000. Ses principales caractéristiques figurent dans le tableau ci-dessous.

Tous les chiffres ont été recalculés pour tenir compte de la division par 5 du nominal de l'action au 18 juillet 2006 et de la multiplication par 5 consécutive du nombre d'actions

	Plan
Date d'assemblée	15 juin 2000
Date du directoire	15 juin 2000
Nombre total d'options attribuées	892 500
Ajustement du nombre d'options suite à l'augmentation de capital du 13 juillet 2005	1 090
Point de départ d'exercice des options	15 juin 2004
Date d'expiration	14 juin 2007

	2004	2005	2006
- Dont nombre d'options attribuées aux membres du Comité Exécutif (dans sa composition au 31 décembre)	155 000	155 000	102 500
- Nombre de dirigeants concernés	7	7	7
- Prix d'exercice (*)	7,60 €	7,60 €	7,60 €
- Prix d'exercice ajusté après l'augmentation de capital du 13 juillet 2005		7,49 €	7,49 €
Nombre d'options annulées depuis l'attribution (**)	33 750	33 750	33 750
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre (1 option = 1 action) (Dont nombre d'actions souscrites par les membres du Comité Exécutif)	698 650	818 970	829 180
Nombre d'options susceptibles d'être exercées au 31 décembre (Dont nombre d'options susceptibles d'être exercées par les membres du Comité Exécutif)	151 250	155 000	102 500
Nombre d'options susceptibles d'être exercées au 31 décembre (Dont nombre d'options susceptibles d'être exercées par les membres du Comité Exécutif)	160 100	40 870	30 660
	3 750		

(*) 95% de la moyenne des 20 séances ayant précédé la date d'attribution.

(**) Bénéficiaires ayant quitté le Groupe.

- Options d'achat d'actions :

L'assemblée générale extraordinaire du 15 juin 2000 a également autorisé (2^{ème} résolution) le Directoire, pendant une durée de cinq ans et dans la limite de 10 % du capital social, à attribuer des options d'achat portant sur des actions anciennes qui seraient préalablement acquises en bourse dans le cadre des autorisations de rachat d'actions données par l'assemblée.

Dans le cadre de cette autorisation une première tranche d'options à été attribuée le 11 juin 2003. Ses principales caractéristiques figurent dans le tableau ci-dessous.

Tous les chiffres ont été recalculés pour tenir compte de la division par 5 du nominal de l'action au 18 juillet 2006 et de la multiplication par 5 consécutive du nombre d'actions

	Plan
Date d'assemblée	15 juin 2000
Date du directoire	15 juin 2003
Nombre total d'options attribuées	965 000
Ajustement du nombre d'options suite à l'augmentation de capital du 13 juillet 2005	14 480
Point de départ d'exercice des options	11 juin 2007
Date d'expiration	10 juin 2010

	2004	2005	2006
- Dont nombre d'options attribuées aux membres du Comité Exécutif (dans sa composition au 31 décembre)	270 000	270 000	195 000
Ajustement du nombre d'options suite à l'augmentation de capital		4 095	
- nombre de dirigeants concernés	7	7	7
- prix d'exercice (*)	10,73 €	10,73 €	10,73 €
- prix d'exercice ajusté après l'augmentation de capital du 13 juillet 2005		10,57 €	10,57 €
Nombre d'options annulées depuis l'attribution (**)	11 250	13 750	13 750
Nombre d'actions pouvant être achetées au 31 décembre	953 750	965 730	965 730

(*) Moyenne des 20 derniers cours des 20 séances ayant précédé la date d'attribution, sans rabais.

(**) Bénéficiaires ayant quitté le Groupe.

Conformément aux mesures transitoires spécifiquement prévues par les normes IFRS 1 et IFRS 2, le Groupe a comptabilisé et évalué selon IFRS 2 uniquement le plan d'options d'achat d'actions cf. paragraphe 2.15 des principes et méthodes comptables. Ce plan a donné lieu à une charge de personnel s'élevant à 0,9 millions d'euros au 31 décembre 2004, 2005 et 2006.

— Plan d'Attribution Gratuite d'Actions (PAGA) :

Le directoire de la société Vallourec a mis en place lors de sa réunion du 16 janvier 2006 un plan d'attribution gratuite d'actions (PAGA) approuvé par le conseil de surveillance.

Un nombre théorique d'actions gratuites Vallourec a été attribué par le directoire le 16 janvier 2006 (148 000 après multiplication par 5 du nombre d'actions le 18 juillet 2006 - voir Note 12). L'attribution définitive (en nombre) sera fonction de la performance du RBE (Résultat brut d'exploitaion) consolidé, réalisée par le Groupe Vallourec en 2006 et 2007. Elle se fera par application d'un coefficient multiplicateur K, représentatif de cette performance, au nombre théorique d'actions attribué par le Directoire le 16 janvier 2006, K pouvant varier entre 0 et 1,33.

Le coefficient K est calculé pour chacune des 2 années 2006 et 2007 et est appliqué sur une moitié de l'attribution théorique initiale au titre de chaque année, la somme du résultat de l'application de chacun des coefficients 2006 et 2007 représentant l'attribution définitive acquise au bénéficiaire le 16 janvier 2008. K est égal à 1,33 en 2006.

Le cours de l'action au 16 janvier 2006 est de 93,3 euros (après division par 5 du nominal de l'action - voir ci-dessus).

Pour évaluer la juste valeur des actions accordées, le modèle binomial de projection des cours a été utilisé. L'avantage du salarié correspond à la juste valeur de l'action attribuée, diminuée pour tenir compte de l'impossibilité de percevoir les dividendes pendant 2 ans puis du coût pour le salarié induit par l'incessibilité du titre pendant 2 ans.

La charge comptabilisée en compte de résultat relative au PAGA s'élève pour l'année 2006 à 8,3 millions d'euros (Note 24).

Note 18 — Autres passifs courants.

	Dettes sociales	Dettes fiscales	Dettes liés à l'acquisition d'actifs	Produits constatés d'avance	Autres dettes courantes	Total
Au 01/01/2004	132 892		7 072	6 677	15 372	162 013
Effet des variations de change	-854	-481		-1	-559	-1 895
Autres variations	5 033	48 764	-1 798	2 696	3 467	58 162
Au 31/12/2004	137 071	48 283	5 274	9 372	18 280	218 280
Effet des variations de change	9 361	2 691	15	5	1 287	13 359
Autres variations	39 621	26 047	4 592	-3 819	1 177	67 618
Au 31/12/2005	186 053	77 021	9 881	5 558	20 744	299 257
Effet des variations de change	-3 590	-449	-18	-2	-733	-4 792
Transfert en passifs destinés à être cédés (Note 11)	-15 145	-1 050	-1 281	-68	-507	-18 051
Autres variations	9 789	-41 274	3 709	8 096	6 667	-13 013
Au 31/12/2006	177 107	34 248	12 291	13 584	26 171	263 401

En 2006, les variations du poste "Dettes fiscales " correspondent principalement à un reclassement de l'actif (Note 9).

Note 19 — Informations relatives aux parties liées.

Les opérations suivantes ont été réalisées avec des parties liées :

	Ventes aux parties liées	Achats auprès des parties liées	Créances sur les parties liées	Dettes envers les parties liées
Au 31/12/2004				
Groupe Salzgitter AG	73 195	359 608	7 742	31 668
Rothschild & Cie		1 150		
Groupe Timet	3 684	17 130	1 241	1 672

Au 31/12/2005				
Groupe Salzgitter AG	82 556	634 290	6 517	57 449
Rothschild & Cie		750		
Groupe Timet	4 985	23 795	1 497	5 382
Au 31/12/2006				
HKM	396	413 512	29	44 057
Rothschild & Cie		360		398
Groupe Timet	7 333	55 562	856	15 608

En 2004 et 2005, les montants déclarés vis à vis du groupe Salzgitter AG concernent les ventes d'ébauches de tubes destinées à être étirées et les achats de ronds à HKM.

Les achats concernent principalement les achats de ronds d'acier à HKM, qui est détenue à hauteur de 30% par le groupe Salzgitter AG, produits utilisés comme matières premières dans la fabrication des laminoirs européens de V & M Deutschland et V & M France.

Les opérations réalisées en 2004, 2005 et 2006 avec Rothschild & Cie sont liées au mandat de conseil pour assister le Directoire.

Les transactions avec le groupe Timet représentent principalement des achats des bobines de titane utilisés dans la fabrication des tubes soudés chez Valtimet et ses filiales.

Rémunération des organes de direction et de surveillance :

Le montant global des jetons de présence attribués aux membres du conseil de surveillance s'est élevé en 2006 à 585 m€, en 2005 à 230 m€ et à 179 m€ en 2004.

Le montant global des rémunérations versés au Comité Exécutif (9 personnes en 2006 et 8 personnes en 2005) s'établit comme suit :

	2004	2005	2006
Rémunérations et avantages en nature	1 965	2 419	3 410
Engagement de départ en retraite	432	550	547
Engagement de retraite complémentaire	n/a	1 956	1 806

S'agissant des engagements de retraite accordés aux dirigeants, il n'existe pas de régime spécifique et ils bénéficient du régime de retraite complémentaire du groupe Vallourec (type article 39) mis en place en 2005 (Note 16).

- Options de souscription d'actions (Note 17)

Nombre d'actions souscrites au 31/12/06 (1 option = 1 action) par les membres du Comité Exécutif 102 500

Nombre d'actions souscrites en 2006 (1 option = 1 action) par les membres du Comité Exécutif -

Nombre d'options susceptibles d'être exercées au 31/12/06 -

- Options d'achat d'actions (Note 17)

Nombre total d'actions pouvant être achetées par les membres du Comité Exécutif (dans sa composition actuelle) 195 000

- Actions gratuites (Note 17) 54 530

Il n'y avait au 31 décembre 2006 ni prêt ni caution accordés aux dirigeants par la société-mère Vallourec et ses filiales contrôlées.

Note 20 — Engagements et eventualités.

Du fait de son activité, V & M France s'est vue allouer un quota d'émissions de gaz à effet de serre le 24 mai 2005. Pour l'année 2006, ce quota s'est élevé à 92 855 tonnes de CO₂ (92 855 tonnes en 2005). La valeur du cours au 31 décembre 2006 étant de 6,45 € la tonne (21,10 € la tonne au 31/12/2005). Le reliquat de quotas attribués pour l'exercice 2006 est de 15 799 tonnes (14 859 tonnes en 2005). Le solde des quotas restant à recevoir au titre de la période de trois ans qui est en cours et qui a débuté en 2005 s'élève à 92 855 tonnes.

Engagements hors bilan reçus	2004	2005	2006
Cautionnements reçus et engagements reçus	17 093	39 824	63 352
Contrat d'approvisionnement HKM	68 429	56 707	47 492
Autres engagements reçus	21 313	19 344	56 474
Total	106 835	115 875	167 318
Engagements hors bilan donnés (hors instruments financiers)	214 616	335 403	398 471

Engagements donnés par échéance :

	2004	< 1 an	> 1 an	> 5 ans
Bilan :				
Emprunts et dettes financières à long terme	209 242	19 427	186 914	2 901
Hors bilan :				
Cautionnements de marché	62 131	38 665	22 517	949
Autres cautionnements, hypothèques et nantissements donnés	46 025	9 283	13 454	23 288
Contrat de location à long terme	11 540	2 621	7 261	1 658
Contrat d'approvisionnement HKM	68 429	14 406	54 023	
Pensions et indemnités de départ à la retraite	-913	N/D	N/D	-913
Autres engagements	4 559	4 444	115	
Total	191 771	69 419	97 370	24 982

	2005	< 1 an	> 1 an	> 5 ans
Bilan :				
Emprunts et dettes financières à long terme	509 250	39 623	173 831	295 796
Hors bilan :				
Cautionnements de marché	96 010	77 895	18 115	
Autres cautionnements, hypothèques et nantissements donnés	116 461	5 620	34 356	76 485
Contrat de location à long terme	10 913	3 060	6 209	1 644
Contrat d'approvisionnement HKM	56 707	15 144	41 563	
Pensions et indemnités de départ à la retraite	46 508	N/D	N/D	46 508
Autres engagements	8 804	8 804		

Total	335 403	110 523	100 243	124 637
	2006	< 1 an	> 1 an	> 5 ans
Bilan :	500 250	33 473	186 702	280 075
Emprunts et dettes financières à long terme				
Hors bilan :	99 571	67 333	30 546	1 692
Cautions de marché et lettres de crédit donnés	136 033	19 956	23 576	92 501
Autres cautionnements, hypothèques et nantissements donnés	37 846	6 406	18 704	12 736
Contrat de location à long terme	47 492	17 270	30 222	
Contrat d'approvisionnement HKM	39 697	N/D	N/D	39 697
Pensions et indemnités de départ à la retraite	37 832	33 019	292	4 521
Autres engagements	500 250	33 473	186 702	280 075
Total	398 471	143 984	103 340	151 147

V & M Tubes et ses filiales bénéficient d'un contrat d'approvisionnement de ronds à tubes en provenance de l'aciérie HKM (entreprise liée). Dans ce cadre, l'engagement de retirer les tonnes convenues sur la durée du contrat, figure en engagement hors-bilan. En contrepartie l'engagement de HKM de livrer les ronds à tubes au Groupe V & M Tubes figure en engagements reçus.

La présentation des engagements hors bilan faite dans cette note n'omet aucun engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion courante de ses activités, le Groupe est sujet à divers litiges ou contentieux dont la Direction estime qu'ils n'entraîneront aucun coût significatif ou n'auront aucune incidence sensible sur sa situation financière, son activité et/ou son résultat.

Les principaux cours de change utilisés sont décrits en Note 12.
(La conversion des éléments du compte de résultat se fait au taux moyen)

Note 21 — Chiffre d'affaires.

	2004	2005	2006
Ventes en France	385 977	406 414	414 049
Ventes en Allemagne	523 417	613 568	763 385
Autres pays de l' Union Européenne	397 610	649 982	811 413
Amérique du Nord (Nafta)	685 194	1 118 899	1 445 062
Amérique du sud	400 089	496 098	598 798
Asie	486 241	838 103	1 174 443
Reste du monde	159 231	184 341	334 651
Total	3 037 759	4 307 405	5 541 801

Note 22 — Autres produits de l'activité.

	2004	2005	2006
Redevances pour concessions,	8 537	12 449	17 069

brevets			
Autres produits et subventions d'exploitation	17 532	11 607	12 124
Total	26 069	24 056	29 193

Note 23 — Impôts et taxes.

	2004	2005	2006
Impôts et taxes sur rémunérations	-6 708	-7 673	-9 495
Taxe professionnelle	-19 380	-24 488	-27 470
Taxe foncière	-6 518	-6 431	-5 975
Autres impôts et taxes	-15 200	-14 373	-15 820
Total	-47 806	-52 965	-58 760

Note 24 — Charges de personnel et effectif moyen des sociétés intégrées.

	2004	2005	2006
Charges de personnel			
Salaires et traitements	-441 215	-482 949	-539 959
Intéressement et participation	-18 782	-55 524	-57 344
Charge liée aux stocks options et aux actions gratuites	-912	-912	-9 163
Charges sociales	-157 981	-177 039	-206 228
Total	-618 890	-716 424	-812 694

Le Groupe a estimé, et pris en compte, les charges qui pourraient être engagées dans le cadre du Droit Individuel à la Formation (D.I.F.) et concernant l'ensemble des sociétés françaises pour un montant de 1 491 m€.

Le montant des charges liées au plan d'options d'achat d'actions et d'attribution d'actions gratuites et celui relatif aux charges de retraite est donné en Note 17.

Effectif moyen des sociétés intégrées :			
Cadres	1 169	1 163	1 273
Atam	3 449	3 452	3 652
Ouvriers	12 840	12 670	13 081
Total	17 458	17 285	18 006

Note 25 — Autres charges d'exploitation.

	2004	2005	2006
Achats non stockés, sous-traitance	-190 841	-241 906	-330 178
Energie	-133 716	-161 655	-205 161
Entretien	-107 369	-133 812	-174 098
Commissions agents, frais de transport	-179 878	-239 105	-307 909
Services, honoraires et autres	-155 764	-171 982	-203 133
Total	-767 568	-948 460	-1 220 479

Note 26 — Dotations aux provisions nettes de reprises.

	2004	2005	2006
Dotation aux provisions pour risques & charges d'exploitation	-30 540	-45 454	-45 646
Dotation aux provisions sur actifs circulants	-14 893	-19 412	-25 568
Reprises sur provisions pour risques & charges d'exploitation	30 218	41 063	49 552

Reprises sur provisions sur actifs circulants	17 492	22 307	18 480
Total	2 277	-1 496	-3 182

Note 27 — Amortissements.

	2004	2005	2006
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles (voir Note 1)	-4 566	-5 077	-11 774
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles (voir Note 2)	-84 481	-94 357	-102 555
Reprises sur amortissements et provisions sur immobilisations corporelles	0	239	0
	-89 047	-99 195	-114 329

Note 28 — Cessions d'actifs et frais de restructuration.

	2004	2005	2006
Mesures d'adaptation (net des dépenses et provisions)	-15 801	-1 175	-632
Impairment et plus-values nettes de cessions d'actif immobilisés	5 785	4 900	-4 137
	-10 016	3 725	-4 769

En 2004, les mesures d'adaptation concernent principalement Vallourec Précision Etirage (fermeture du site de Laigneville), Valtimet Inc. (fermeture du site de Claremore), Vallourec Argentina (actualisation des flux de trésorerie futurs) et des compléments de plans anciens chez V&M Deutschland et Vallourec Mannesmann Oil & Gas UK).

En 2006 le résultat de cession d'actifs correspond principalement à la cession de participations consolidées (Escofier Technologie, Spécitubes et Cerec), à l'encaissement d'une indemnité d'assurance consécutive à un sinistre survenu dans la société VPE ainsi qu'à la cession ou la destruction d'immobilisations.

	2004	2005	2006
Produits financiers			
Revenus de valeurs mobilières de placement	10 440	13 422	21 972
Produits sur cessions de valeurs mobilières de placement	6 911	5 905	12 158
Total	17 351	19 327	34 130
Charges d'intérêts	-18 913	-23 637	-36 747
Autres charges et produits financiers			
Revenu des titres	847	938	1 900
Revenu des prêts et créances	2 072	2 847	2 236
Pertes (-) ou profits (+) de change	6 507	2 155	-4 688
Pertes (-) ou profits (+) sur report / déport (voir Note 8)	N/A	-11 145	-23 131
Dotations aux provisions, nettes de reprises	2 373	-205	-1 981
Actualisation du "put" sur les 45% V & M Tubes (jusqu'au 23/06/05) - (voir Note 14)	N/A	-5 347	0
Intérêts perçus sur un litige fiscal au Brésil (1)	-	-	39 584

Subvention financière accordée à HKM	-	-	-7 000
Autres charges et produits financiers	-1 854	-2 676	-626
Total	9 945	-13 433	6 294
Autres charges d'actualisation			
Charges financières d'actualisation sur retraites (voir Note 17)	-12 333	-13 306	-15 245
Produits financiers d'actualisation des éléments d'actifs et de passifs	N/A	310	74
Produits financiers sur actifs des régimes de retraites (voir Note 17)	3 063	4 150	4 875
Total	-9 270	-8 846	-10 296
Résultat financier	-887	-26 589	-6 619

(1) Suite au dénouement favorable d'un litige avec l'administration fiscale Brésilienne, V & M do Brasil a comptabilisé, en résultat financier, des intérêts sur des sommes versées de 1991 à 2001.

Note 30 — Rapprochement impôt théorique et impôt réel.

Ventilation de la charge d'impôt	2004	2005	2006
Charge courante d'impôt	-85 305	-296 874	-539 846
Impôts différés (voir Note 5)	-4 143	-10 576	-4 943
Charge nette	-89 448	-307 450	-544 789
Résultat des sociétés intégrées	264 945	631 227	993 428
Charge d'impôts	-89 448	-307 450	-544 789
Résultat des sociétés intégrées avant impôts	354 393	938 677	1 538 217
Taux d'imposition légal société consolidante (voir Note 5)	35,43%	34,93%	34,43%
Impôt théorique	-125 561	-327 880	-529 608
Impact des principaux déficits reportables	8 410	12 736	1 000
Impact des plus ou moins values à long terme	11 379	5 579	-344
Impact des différences permanentes	9 362	20 944	17 127
Impact des différences temporaires et autres impacts	1 502	-	-22
Impact des différences de taux d'imposition	5 460	-18 829	-32 942
	-89 448	-307 450	-544 789
Taux d'imposition réel	25,24%	32,75%	35,42%

Les différences permanentes s'analysent principalement par le résultat des minoritaires de V & M Star taxé au niveau du groupe Sumitomo (partnership).

Les différences de taux d'imposition reflètent principalement la diversité des taux d'impôt appliqués dans chaque pays (France 34,43 %, Allemagne 39,90 %, Etats-Unis 39,80 % et Brésil 34 %).

Note 31 — Information sectorielle.

Secteurs d'activité :

Les tableaux suivants présentent, pour chaque secteur d'activité, des informations sur les produits et les résultats ainsi que certaines informations relatives aux actifs et aux passifs et aux investissements pour les exercices 2005 et 2006.

Le 31 décembre 2006 a été finalisée la restructuration interne du groupe Vallourec visant à rationaliser l'organisation et l'organigramme après les opérations, en 2005, ayant permis à Vallourec de détenir la totalité des titres de V&M Tubes. A l'issue de cette opération les secteurs d'activité ont été redéfinis et renommés (voir A - Principes de consolidation paragraphe 3) et les sociétés holdings

V&M Tubes et ValTubes ont été présentées dans le secteurs "Holdings et divers" en 2005 pour être comparables à 2006.

Premier niveau : par secteurs d'activité :

2006	Tubes sans soudure	Automobile & "Speciality products"	Holdings & divers (*)	Opérations inter-secteurs	Total
Compte de résultat					
Chiffre d'affaires :					
Ventes à des clients externes	4 770 765	675 630	95 406		5 541 801
Ventes inter-secteurs	217 461	36 105	28 009	-281 575	0
Total	4 988 226	711 735	123 415	-281 575	5 541 801
Dotations aux amortissements	-96 293	-17 267	-1 241	472	-114 329
Résultats d'exploitation	1 499 449	69 364	-17 360	-6 618	1 544 835
Bilan :					
Actifs non courants	1 106 439	98 893	946 074	-933 159	1 218 247
Actifs courants	2 030 914	204 872	277 453	-268 265	2 244 974
Trésorerie	691 802	43 973	153 548		889 323
Actifs destinés à être cédés	34 672	140 906			175 578
Total actif	3 863 827	488 644	1 377 075	-1 201 424	4 528 122
Capitaux propres	1 934 685	221 056	846 010	-871 349	2 130 402
Intérêts des minoritaires	81 319	11 549		-49	92 819
Passifs long terme	350 551	26 342	413 772	-49 362	741 303
Passifs courants	1 490 552	158 535	117 293	-280 664	1 485 716
Passifs destinés à être cédés	6 720	71 162			77 882
Total passif	3 863 827	488 644	1 377 075	-1 201 424	4 528 122
Flux :					
Investissements incorporels et corporels	263 400	21 357	411		285 168
Autres informations :					
Effectifs moyens	14 651	3 227	128		18 006
Charges de personnel	651 479	129 072	32 143		812 694

(*) Vallourec, V & M Tubes et les filiales de commercialisation Vallourec Tubes Canada et Vallourec Inc.

2005	Tubes sans soudure	Automobile & "Speciality products"	Holdings & divers (*)	Opérations inter-secteurs	Total
Compte de résultat					
Chiffre d'affaires :					
Ventes à des clients externes	3 570 173	671 267	65 965		4 307 405
Ventes inter-secteurs	191 947	27 436	373	-219 756	0
Total	3 762 120	698 703	66 338	-219 756	4 307 405
Dotations aux amortissements	-80 492	-18 023	-1 102	422	-99 195
Résultats d'exploitation	907 246	57 533	1 519	-1 032	965 266
Bilan :					
Actifs non courants	995 896	145 770	1 012 107	-996 857	1 156 916
Actifs courants	1 617 285	291 979	64 069	-87 253	1 886 080
Trésorerie	402 475	36 448	102 355	-	541 278
Total actif	3 015 656	474 197	1 178 531	-1 084 110	3 584 274

Capitaux propres	1 286 736	200 741	653 983	-750 517	1 390 943
Intérêts des minoritaires	81 813	30 376	-	-36	112 153
Passifs long terme	499 202	35 517	431 538	-228 592	737 665
Passifs courants	1 147 905	207 563	93 010	-104 965	1 343 513
Total passif	3 015 656	474 197	1 178 531	-1 084 110	3 584 274
Flux :					
Investissements incorporels et corporels	204 359	17 716	38		222 113
Autres informations :					
Effectifs moyens	13 787	3 391	107		17 285
Charges de personnel	565 118	134 271	17 035		716 424

(*) Vallourec, V & M Tubes et les filiales de commercialisation Vallourec Tubes Canada et Vallourec Inc.

2005 (publié)	V & M tubes	ValTubes	Vallourec et divers (*)	Opérations inter-secteurs
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires :				
Ventes à des clients externes	3 568 842	671 267	67 296	
Ventes inter-secteurs	172 655	27 436	41 306	-241 397
Total	3 741 497	698 703	108 602	-241 397
Dotations aux amortissements	-79 739	-17 624	-765	-1 067
Résultats d'exploitation	909 603	59 019	-2 835	-521
Bilan :				
Actifs non courants	994 933	144 475	1 079 720	-1 062 212
Actifs courants	1 610 336	292 501	37 749	-54 506
Trésorerie	432 617	94 534	14 127	-
Total actif	3 037 886	531 510	1 131 596	-1 116 718
Capitaux propres	1 542 768	257 339	614 917	-1 024 081
Intérêts des minoritaires	81 813	30 376	-	-36
Passifs long terme	295 349	31 516	431 122	-20 322
Passifs courants	1 117 956	212 279	85 557	-72 279
Total passif	3 037 886	531 510	1 131 596	-1 116 718
Flux :				
Investissements incorporels et corporels	203 354	17 716	1 043	
Autres informations :				
Effectifs moyens	13 604	3 391	290	
Charges de personnel	552 898	134 271	29 255	

(*) Vallourec, Setval (Services et Etudes du Groupe Vallourec) et les filiales de commercialisation Vallourec Tubes Canada et Vallourec Inc.

2004 (publié)	V & M tubes	ValTubes	Vallourec et divers (*)	Opérations inter-secteurs
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires :				
Ventes à des clients externes	2 332 918	663 724	41 117	
Ventes inter-secteurs	142 246	26 173	36 170	-204 589
Total	2 475 164	689 897	77 287	-204 589
Dotations aux amortissements	-67 574	-19 045	-1 396	-1 032
Résultats d'exploitation	336 385	29 667	-8 320	-2 452
Bilan :				
Actifs non courants	719 095	155 940	503 156	-483 234
Actifs courants	1 107 230	289 036	65 438	-91 139
Trésorerie	243 661	64 471	176 837	-
Total actif	2 069 986	509 447	745 431	-574 373
Capitaux propres	500 398	224 343	552 436	-464 318
Intérêts des minoritaires	480 708	19 893	-	-920

Passifs long terme	251 574	35 801	145 156	11
Passifs courants	837 306	229 410	47 839	-109 146
Total passif	2 069 986	509 447	745 431	-574 373
Flux :				
Investissements incorporels et corporels	84 882	17 381	863	
Autres informations :				
Effectifs moyens	13 272	3 893	293	
Charges de personnel	453 395	138 666	26 829	

(*) Vallourec, Setval (Services et Etudes du Groupe Vallourec) et les filiales de commercialisation Vallourec Tubes Car

Secteurs géographiques :

Les tableaux suivants présentent, par secteur géographique, des informations sur le chiffre d'affaires (par zones géographiques d'implantation des clients), les investissements ainsi que certaines informations relatives aux actifs (par zones d'implantation des sociétés).

Deuxième niveau : par secteurs géographique :

2006	Europe	Amérique du Nord et Mexique	Amérique du Sud	Asie	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires :						
Ventes à des clients externes	1 988 847	1 445 062	598 798	1 174 443	334 651	5 541 801
Bilan :						
Immobilisations incorporelles et corporelles (nettes)	468 080	250 697	262 346	36 085		1 017 208
Flux :						
Investissements corporels et incorporels (*)	156 956	42 676	59 192	26 344		285 168
Autres informations :						
Effectifs moyens	10 846	1 561	5 268	331		18 006
Charges de personnel	589 398	109 117	112 258	1 921		812 694

2005	Europe	Amérique du Nord et Mexique	Amérique du Sud	Asie	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires :						
Ventes à des clients externes	1 669 964	1 118 899	496 098	838 103	184 341	4 307 405
Bilan :						
Immobilisations incorporelles et corporelles (nettes)	442 713	258 207	228 990	11 209		941 119
Flux :						
Investissements corporels et incorporels (*)	96 946	44 777	73 867	6 523		222 113
Autres						

informations :						
Effectifs moyens	10 478	1 317	5 322	168		17 285
Charges de personnel	518 880	100 843	95 570	1 131		716 424
(*) Les flux d'investissements du secteur "Amérique du Nord et Mexique" comprennent l'acquisition des actifs d'Omsco Inc. qui dans le tableau de trésorerie sont présentés en variation de périmètre.						

2004	Europe	Amérique du Nord et Mexique	Amérique du Sud	Asie	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires :						
Ventes à des clients externes	1 307 004	685 194	400 089	486 241	159 231	3 037 759
Bilan :						
Immobilisations incorporelles et corporelles (nettes)	399 908	205 854	134 353	4 244		744 359
Flux :						
Investissements corporels et incorporels (*)	56 327	8 382	36 809	1 608		103 126
Autres informations :						
Effectifs moyens	10 385	1 204	5 720	149		17 458
Charges de personnel	470 423	71 145	76 370	952		618 890

Note 32 — Evénements postérieurs à la clôture.

Il a été décidé de soumettre à l'approbation de l'assemblée générale convoquée le 6 juin 2007 le versement d'un dividende ordinaire de 6 euros par action au titre de l'exercice 2006 (contre 2,24 euros en 2005). Compte tenu de l'acompte de 2 euros par action déjà versé le 20 octobre 2006, le solde s'élève à 4 euros par action. Il sera mis en paiement le 4 juillet 2007.

Compte tenu de la très bonne santé financière du Groupe et de la confiance qu'il affiche dans ses perspectives, il a également été décidé un versement exceptionnel, le 4 juillet 2007, de 4 euros par action.